**Divers textes de bilan après Tunis 2015 regroupés par Aymard**

**Sur la situation mondiale, sur le processus FSM, sur différentes assemblées de convergence (AC).**

**Sommaire**

[FSM 2015 : Les Féministes Surmontent Les Défis 2](#_Toc419827057)

[Déclaration de l’Assemblée des mouvements sociaux – Forum social mondial 2015 6](#_Toc419827058)

[\*"Antisystemic Movements and the Future of Capitalism"\* \*by Immanuel Wallerstein\* 8](#_Toc419827059)

[Tord Björk Days in Tunis that changed the world 19](#_Toc419827060)

[Global Movement strategy for a Just Transition - Ukraine, Greece, Climate and the multiple crisis from a WSF perspective 21](#_Toc419827061)

[\*It Should be Clear What to Expect from the WSF\* by Roberto Savio 31](#_Toc419827062)

[A de convergence avenir du processus FSM 36](#_Toc419827063)

[Les dérives du Forum social mondial. Vers la fin du processus ? par Mimoun Rahmani 44](#_Toc419827064)

[Assemblée de convergences Communs ,Autogestion vers la construction de reseaux internationaux 52](#_Toc419827065)

[AC Grèce Construisons une autre Europe 53](#_Toc419827066)

[Reports from the two climate convergencies that took place during WSF in Tunis 2015. 55](#_Toc419827067)

[CLIMATE SPACE SYNTHESIS (presented at the Climate Convergence Assembly) 56](#_Toc419827068)

[DECLARATION ON PEACE IN SYRIA 63](#_Toc419827069)

[Assemblée de convergence sur la liberté de circulation et d’installation et la citoyenneté universelle 64](#_Toc419827070)

[Post-2015 Agenda: what development, for whom and why? 65](#_Toc419827071)

[Convergence - In the citadel's shadow - the impact of EU migration policies on third countries 66](#_Toc419827072)

["L'agroécologie - une éthique de vie pour préserver la terre nourricière et la souveraineté alimentaire" 66](#_Toc419827073)

[Assemblée de convergence pour une charte des droits économiques et sociaux des chômeurs 68](#_Toc419827074)

[La Via Campesina Declaration on Migration and Rural Workers 68](#_Toc419827075)

[Declaración Internet 70](#_Toc419827076)

[Charte mondiale des médias libres 72](#_Toc419827077)

[Proposition faite lors de l’assemblée de convergence autour de Religion/Émancipation 78](#_Toc419827078)

## FSM 2015 : Les Féministes Surmontent Les Défis

**Source:** AWID

01/04/2015



DOSSIER DU VENDREDI : A l’occasion du Forum Social Mondial, des dizaines de milliers de personnes venues du monde entier[[1]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftn1) se sont réunies à Tunis, en Tunisie, du 24 au 28 mars 2015. Mouvements sociaux, organisations de la société civile, réseaux formels et informels et activistes qui s’opposent au néo-libéralisme, au capitalisme et à l’impérialisme se sont ainsi rassemblés pour débattre, échanger, partager des expériences et formuler des propositions. Cette semaine, l’AWID s’intéresse aux divers enjeux et défis de la construction d’un mouvement féministe au sein de cet espace altermondialiste.

Par Mégane Ghorbani

Le Forum Social Mondial (FSM) est un espace d’articulation d’actions concrètes entre une pluralité et une diversité d’acteurs-rices avec pour objectif l’établissement d’ « un autre monde ». Il se revendique comme espace ni confessionnel, ni gouvernemental, ni partisan. Néanmoins, et en raison du contexte dans lequel il s’inscrit, le FSM 2015 a engendré de nombreux défis pour une réelle convergence entre acteurs-rices aux visions différentes.

**Un climat de violence sous-jacent**

Suite à l’[attentat du Musée du Bardo de Tunisie le 18 mars 2015](http://www.francetvinfo.fr/monde/tunisie/en-images-les-premieres-photos-de-l-attaque-menee-contre-le-musee-du-bardo-a-tunis_852321.html), durant lequel 23 personnes sont mortes et 47 ont blessées, le comité d’organisation du Forum Social Mondial a diffusé le même jour un communiqué indiquant maintenir l’événement[[2]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftn1) : « Le comité d’organisation du FSM appelle toutes les composantes du forum social mondial à intensifier leurs efforts en vue de la mobilisation pour le succès de la prochaine session du FSM afin d’assurer la victoire de la lutte civile et pacifique contre le terrorisme et le fanatisme religieux qui menacent la démocratie, la liberté, la tolérance et le vivre ensemble. » Suite à cette attaque, le Ministère de l’Intérieur tunisien, redouté sous le régime de Ben Ali pour sa répression envers les militant-e-s des droits humains, a été en charge d’assurer la sécurité du FSM. Dans ce climat, beaucoup de participant-e-s, opposés au langage de « guerre contre la terreur », ont craint une instrumentalisation du FSM à des fins politiques nationales et ce climat sécuritaire s’est avéré problématique pour la plupart des participant-e-s. A cet égard, une [déclaration initiée par la National Lawyers Guild](http://openfsm.net/projects/2011movements-fsm-wsf/lists/2011movements-fsm-wsf-discussion/archive/2015/03/1427038634785?set_language=en), signée par une vingtaine d’organisations dont l’AWID, alertait sur les potentiels abus de droits humains liés à la justification de la militarisation de la société tunisienne au profit du complexe militaro-industriel et sécuritaire.



Tentative de provocation de la part de jeunes hommes tenant une pancarte "Blaa Blaa Blaa" durant l'Assemblée des femmes, 24 mars 2015

En dépit d’une [Charte de Principes](http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?cd_language=3&id_menu=4) stipulant que le FSM est un espace qui rejette tout usage de la violence, diverses formes de violences à l’encontre des participant-e-s du FSM ont été observées tout au long de la semaine. Tout d’abord, des groupes de personnes, dites envoyées par le pouvoir autoritaire algérien, sont venus perturber certains ateliers et ont eu recours à la violence contre d’autres participant-e-s, [allant du sabotage de stand à la menace au couteau](http://www.huffpostmaghreb.com/2015/03/27/fsm-perturbations_n_6953882.html). Cette violence, symbolique, physique ou verbale, a également été diffusée par d’autres participant-e-s au sujet de problématiques telles que l’autonomie du Sahara occidental, le régime syrien de Bachar el-Assad, le conflit israélo-palestinien ou encore à l’occasion de l’Assemblée des femmes. De même, les activistes [LGBTQI présents et visibles pour la première fois en Tunisie au sein de manifestations publiques](http://360.ch/blog/magazine/2015/03/les-lgbt-tunisiens-bien-decides-a-montrer-quils-existent/) ont dû composer avec les [nombreuses injures et tentatives d’intimidation perpétrées à leur encontre](http://yagg.com/2015/03/30/se-battre-contre-lhomophobie-au-forum-social-mondial-de-tunis-pas-evident-par-remi-marchand/). Le harcèlement sexuel ainsi que la masculinisation de certains espaces ont été également perçus par les participantes au sein même du campus El Manar où avait lieu le FSM.

**Des mouvements féministes actifs**

Malgré ces défis, les féministes sont tout de même parvenu-e-s à rendre visible leurs préoccupations quant à l’égalité de genre, et à établir de nouvelles alliances en vue d’une justice sociale.



Assemblée des femmes, 24 mars 2015

Sous le slogan « pour l’égalité, contre les violences », l’Assemblée des femmes qui a ouvert le FSM a été l’occasion de rappeler la solidarité entre les femmes du monde entier, bien que l’on puisse regretter que celle-ci ait eu lieu en même temps que l’Assemblée des jeunes, ce qui montre une absence de prise en compte de l’intersectionnalité du genre au sein même de l’organisation du FSM.

Après une minute de silence pour les victimes de l’impérialisme, du terrorisme et de toutes formes de violences, diverses intervenantes, de Tunisie, du Maroc, de Côté d’Ivoire, du Mexique, du Mozambique et de France ont rappelé la nécessité d’unir les luttes de toutes les femmes à travers le monde. Une intervenante de la [Marche Mondiale des Femmes](http://www.marchemondiale.org/index_html/fr) a rappelé que « les femmes seront en marche jusqu’à ce que toutes les femmes soient toutes libres ». « La convergence de nos luttes est notre porte de sortie » dit une intervenante ivoirienne. Malgré une tentative de provocation de la part de jeunes hommes[[3]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftn2) et la difficulté de pouvoir donner la parole à toutes les femmes présentes dans la salle[[4]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftn3), l’Assemblée fut l’occasion de rappeler divers aspects de la violence, tels que la pauvreté, le féminicide, le racisme ou encore l’établissement de frontières impérialistes.

Les activités autogérées organisées à l’occasion du Forum ont également été l’occasion de souligner diverses préoccupations des mouvements féministes liées notamment à l’inclusion du genre dans le programme de l’après-2015 et dans les enjeux environnementaux, à la construction d’un mouvement pour les droits sexuels et reproductifs – au regard entre autres des droits LGBTQI – dans la région Moyen-Orient Afrique du Nord, aux difficultés des jeunes activistes féministes agissant dans cette région, aux conséquences de l’impérialisme et du fondamentalisme religieux sur les femmes, à l’importance d’un système de protection sociale, à la justice économique, à l’union des luttes féministes contre la capitalisme et le patriarcat, ainsi qu’à la consolidation d’un féminisme qui émancipe le religieux du patriarcat.



Des activistes LGBTQI distribuent des "free hugs" (calins gratuits)

Il a ainsi été rappelé lors d’un atelier consacré aux droits des femmes lesbiennes en Palestine, l’importance de prendre en compte les droits individuels dans un contexte marqué par une concentration sur les droits collectifs. « Au niveau informel, les gens réalisent à quel point l’éducation sexuelle est importante, mais ils ne le diraient pas en public », rappelle l’une des intervenantes du Muntada - Arab Forum for Sexuality Education & Health. La co-directrice d’Aswat-Palestinian Gay Women exprime quant à elle l’idée selon laquelle « nous ne pouvons pas aborder l’inégalité de genre en terme d’orientation sexuelle sans aborder le système social d’oppression » tout en rappelant la problématique selon laquelle l’Etat d’Israël instrumentalise la question des Palestinien-ne-s LGBTQI pour promouvoir son propre agenda politique et paraître progressiste. [FRIDA](http://youngfeministfund.org/fr/sample-page-2/), le Fonds des Jeunes Féministes, s’est également concentré sur les droits des LGBTQI dans la région Moyen-Orient Afrique du Nord en organisant une réunion avec des jeunes activistes qui permit de mettre en exergue les difficultés avec lesquelles ces derniers doivent composer, à savoir la sécurité et la protection des activistes, le manque de documentation historique sur ces mouvements *underground*, la place du mouvement LGBTQI au sein du mouvement féministe, l’écart générationnel avec d’autres activistes, l’homophobie ou encore l’accès aux groupes marginalisés.

L’AWID, en partenariat avec d’autres organisations féministes, a quant à elle organisé un atelier intitulé « Feminist Imaginations for a Just Economy » (Imaginations féministes pour une économie juste) pour revenir sur les façons de démanteler les systèmes économiques d’oppression au-delà de la simple régulation du capitalisme. A cette occasion, les intervenant-e-s ont rappelé la nécessité de cibler divers enjeux tels que la justice fiscale, la souveraineté alimentaire et les droits fonciers. Une vingtaine de participant-e-s ont ainsi eu l’occasion d’échanger sur la nécessité de créer des alternatives aux modes actuels de consommation, de privatisation, de fiscalité, de propriété, de gouvernance et de domination capitaliste qui sont à l’origine de l’oppression des peuples, tout en soulignant le besoin de prendre en compte l’intersectionnalité des luttes pour une justice économique ainsi que la transformation des relations sociales actuelles.

Cette convergence de luttes fut en outre soulignée lors d’un atelier intitulé « Les Féministes s’unissent et passent à l’action » durant lequel les luttes de femmes tunisiennes, palestiniennes, kurdes, mozambicaines et américaines ont été exposées afin de constituer des groupes de travaux thématiques traitant respectivement de l’autonomie des femmes, de l’appropriation des biens communs, de la violence basée sur le genre ainsi que des guerres et de la militarisation. Enfin, les enjeux féministes se sont inscrits au sein de mouvements plus larges d’émancipations économique et sociale, notamment à l’occasion d’une Assemblée de convergence intitulée « Dialogue pour la libération et l’émancipation entre les religions, les cultures et les civilisations » durant laquelle le [Collectif féministe pour l’égalité](http://www.cfpe2004.fr/) a rappelé la nécessité de créer des convergences sur la base de l’égalité des droits, la justice sociale, la liberté de choix et la paix dans un cadre non seulement d’égalité hommes-femmes mais aussi d’égalité entre toutes les femmes.

Dans ce contexte marqué par de nombreux défis, allant du recours à la violence à un manque d’intégration du genre au sein du Forum Social Mondial en passant par les défis organisationnels[[5]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftn5), les féministes ont néanmoins réussi une fois de plus à exposer leurs préoccupations, construire de nouvelles alliances[[6]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftn6) et montrer leur détermination à poursuivre la lutte vers un monde plus juste et équitable.

[[1]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftnref1) La plupart des participant-e-s venaient de la région Moyen-Orient Afrique du Nord.

[[2]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftnref1)Certain-e-s participant-e-s, notamment occidentaux-ales, ont tout de même annulé leur venue, malgré des mois de préparation en amont.

[[3]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftnref2) Un groupe d’environ huit jeunes hommes étaient munies d’une pancarte où figuraient le slogan « Blaa-Blaa-Blaa » en guise de provocation. Suite à des altercations, celui qui tenait la pancarte a été expulsé de l’Assemblée.

[[4]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftnref3) Les femmes sahraouies ont notamment demandé à plusieurs reprises que la parole leur soit accordée. Après plusieurs demandes et altercations, elles se sont précipitées sur l’estrade pour prendre la parole.

[[5]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftnref5) Les demandes de traducteurs n’ont pas toujours été prises en compte et les salles des ateliers ont fait l’objet de changement de dernière minute.

[[6]](file:///C%3A%5CUsers%5CM%C3%A9gane%20Ghorbani%5CDesktop%5CAWID%5CWRI%5CFF%5Cen%20cours%5CWSF%5CFSM%202015%20les%20f%C3%A9ministes%20surmontent%20les%20d%C3%A9fis.docx#_ftnref6) Lire la déclaration de l’Assemblée des mouvements sociaux ici : <https://www.facebook.com/fsm2015/posts/903807876336621>

**Licence de l'article:** Creative Commons - **Titulaire de la licence de l'article:** AWID

## Déclaration de l’Assemblée des mouvements sociaux – Forum social mondial 2015

Nous, réuni-e-s lors de l’Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial 2015 à Tunis, avec notre diversité, pour construire un agenda commun de luttes contre le capitalisme, l’impérialisme, le patriarcat, le racisme et toutes les formes de discrimination et d’oppression.

Nous avons construit une histoire et un travail commun qui a permis des avancées, avec l’espoir de réaliser la victoire contre le système dominant et concrétiser plusieurs alternatives pour un développement socialement juste et respectueux de la nature.

Les peuples du monde entier subissent aujourd’hui l’aggravation d’une crise profonde du capitalisme dans laquelle les sociétés privées transnationales, les banques, les conglomérats médiatiques, les institutions financières internationales cherchent à accroître leurs profits au prix d’une politique interventionniste et néo-colonialiste, avec la complicité des gouvernements libéraux.

Guerres, occupations militaires, traités néo-libéraux de libre-échange (Transatlantique, transpacifique, ALECA, UE-MERCOSUR, APE, MERCOSUR-Israël et différents traités bilatéraux) et politiques d’austérité se voient traduits en paquets économiques qui privatisent les biens communs et les services publics, baissent les salaires, violent les droits, augmentent le chômage, la précarité et la surcharge des femmes dans le travail de soins et détruisent la nature.

Ces politiques néolibérales affectent lourdement à la fois les pays du Sud et les pays du Nord, augmentent les migrations, les déplacements forcés, les délogements, l’endettement et les inégalités sociales. Elles renforcent le conservatisme et le contrôle sur le corps et la vie des femmes. Elles nous imposent « l’économie verte » comme fausse solution à la crise environnementale et alimentaire, ce qui non seulement aggrave le problème, mais débouche sur la marchandisation, la privatisation et la financiarisation de la vie et de la nature.

Nous affirmons que les peuples ne sont pas responsables de cette crise et ne doivent pas en payer le prix, et qu’il n’y a pas d’issue possible au sein du système capitaliste. Ici, à Tunis, nous réaffirmons notre engagement pour la construction d’une stratégie commune de lutte contre le capitalisme. C’est pour ça que, nous, les mouvements sociaux luttons :

Contre les transnationales et le système financier (FMI, BM et OMC), principaux agents du système capitaliste, qui privatisent la vie, les services publics et les biens communs comme l’eau, l’air, la terre, les semences, les ressources minérales, promeuvent les guerres, violent les droits humains et pillent les ressources. Les transnationales reproduisent des pratiques extractivistes nuisibles à la vie, accaparent nos terres et développent des semences et aliments transgéniques qui privent les peuples de leur droit à l’alimentation et détruisent la biodiversité.

Nous luttons pour l’annulation de la dette illégitime et odieuse qui est aujourd’hui un instrument global de domination, de répression et d´asphyxie économique et financière des peuples. Nous refusons les accords de libre-échange que nous imposent les États et les transnationales et nous affirmons qu’il est possible de construire une mondialisation d’un autre type, par les peuples et pour les peuples, fondée sur la solidarité et sur la liberté de circulation pour tous les êtres humains.

Nous soutenons l’appel à la journée d’action internationale contre les traités de libre échange prévue le 18 avril 2015.

Pour la justice climatique et la souveraineté alimentaire parce que nous savons que le réchauffement global est le résultat du système capitaliste de production, distribution et consommation. Les transnationales, les institutions financières internationales et les gouvernements qui sont à leur service ne veulent pas réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Nous dénonçons « l’économie verte », et refusons les fausses solutions à la crise climatique comme les agrocarburants, les organismes génétiquement modifiés, la géo-ingénierie et les mécanismes de marché de carbone, comme le REDD (Réduction des Émissions liées à la Déforestation et à la Dégradation), qui font miroiter aux populations appauvries des progrès, tout en privatisant et transformant en marchandises les forêts et territoires où ces populations ont vécu pendant des millénaires.

Nous défendons la souveraineté alimentaire et l’agriculture paysanne qui sont les solutions réelles à la crise alimentaire et climatique, ce qui signifie aussi l’accès à la terre pour celles et ceux qui la travaillent.

Nous appelons à une grande mobilisation sur le climat au mois de décembre 2015 à Paris en marge de la COP21. Faisons de 2015 l’année des mobilisations des mouvements sociaux partout dans le monde pour la justice climatique.

Contre la violence envers les femmes qui est exercée régulièrement dans les territoires occupés militairement, mais aussi contre la violence dont souffrent les femmes quand elles sont criminalisées parce qu’elles participent activement aux luttes sociales. Nous luttons contre la violence domestique et sexuelle qui est exercée sur les femmes quand elles sont considérées comme des objets ou marchandises, quand leur souveraineté sur leur corps et leur spiritualité ne sont pas reconnues. Nous luttons contre la traite des femmes, des filles et garçons.

Nous défendons la diversité sexuelle, le droit à l’autodétermination du genre, et nous luttons contre l’homophobie et les violences sexistes.

Nous appelons à soutenir les actions de la 4e marche mondiale des femmes entre mars et octobre 2015.

Pour la paix et contre la guerre, le colonialisme, les occupations et la militarisation de nos territoires. Nous dénonçons le faux discours de défense des droits humains et des combats aux intégrismes, qui sont souvent utilisés pour justifier les interventions militaires. Nous défendons le droit à la souveraineté et à l’auto-détermination des peuples. Nous dénonçons l’installation des bases militaires étrangères pour fomenter des conflits, contrôler et piller les ressources naturelles et promouvoir des dictatures en divers endroits du monde.

Nous exigeons des réparations pour tous les peuples du monde victimes du colonialisme.

Pour la démocratisation des médias de masse et la construction de médias alternatifs, qui sont fondamentales pour faire renverser la logique capitaliste.

Pour la résistance et la solidarité : Nous luttons pour la liberté de nous organiser dans des syndicats, des mouvements sociaux, des associations et toutes autres formes de résistance pacifique.

Nous dénonçons l´intensification de la répression contre les peuples rebelles, les arrestations, emprisonnements et assassinats des activistes, des étudiants et des journalistes. Ainsi que la criminalisation de nos luttes.

Inspirés par l’histoire de nos luttes et par la force rénovatrice des peuples dans les rues, l’Assemblée des mouvements sociaux appelle toutes et tous à développer des actions de mobilisation coordonnées au niveau mondial dans une semaine globale de luttes contre le capitalisme du 17 au 25 octobre 2015.

Mouvements sociaux du monde entier, avançons vers une unité globale pour défaire le système capitaliste !

Renforçons notre solidarité avec les peuples du monde qui luttent au quotidien contre l’impérialisme, le colonialisme, l´exploitation, le patriarcat, le racisme et l’injustice, en Tunisie, en Palestine, au Kurdistan, en Syrie, en Irak, en Lybie, en Grèce, en Espagne, au Burkina Faso, au Mali, au Congo (RDC), en Centre Afrique, au Sahara occidental…

Vive la lutte de tous les peuples !

Les peuples unis ne seront jamais vaincus !

\*NOT TO BE CITED\*

\*\*

## \*"Antisystemic Movements and the Future of Capitalism"\* \*by Immanuel Wallerstein\*

\*\*

\*The antisystemic movements now find themselves in the midst of a fierce

struggle about the future. Let me start by reviewing very briefly my

premises, about which I have written much. I do this in order to analyze

the role and dilemmas of the antisystemic movements in this struggle,

what I now call the Global Left. The modern world-system is a capitalist

world-economy functioning within the framework of an interstate system.

This system has been in existence for some 500 years. It has been a

remarkably successful system in terms of its objective which is the

endless accumulation of capital.\*

\*However, like all systems from the very largest (the universe) to the

smallest nano-systems, this system is a historical system, and as such

has three phases - its initial coming into being, its long period of

what I call ifs "normal" functioning according to the rules that govern

the system, and its inevitable structural crisis. I contend that the

world-system is now in this third phase, that of structural crisis.\*

\*

\*

\*There are several things to note about how the system operated in its

previous “normal” period. It had discernible cyclical rhythms, of which

the two most important were the so-called Kondratieff long waves and the

hegemonic cycles. Each of these rhythms was imperfectly cyclical in the

sense that they followed a consistent pattern of two steps forward

followed by one step back. That is, after its upturn phase of the cycle,

none of the cyclical rhythms returned all the way to where they had been

at the beginning of the upturn, but only to a point somewhat higher. The

downturn took the form more of a stagnation than of a true downturn.\*

\*To achieve its objectives, each of the two principal rhythms depended

on constructing a quasi-monopoly, which brought great benefits to

certain groups. However, the quasi-monopolies were necessarily limited

in time because they were always self-liquidating.\*

\*The modern world-system came into its structural crisis for two

reasons. The first is that the three basic costs of capitalist

production - personnel, inputs, and infrastructure - rose slowly but

steadily over time because of the ways in which producers sought to

minimize each of these costs. Their efforts were therefore only

partially realizable. Similarly, the mode of enforcing hegemonic

supremacies also reached structural limits given the absences of new

zones to incorporate into the now global world-system. \*

\*The costs of capitalist production had been rising steadily as a

percentage of the possible price that could be obtained (effective

demand). The consequence of the mode of operations of these two

imperfect cyclical rhythms was an upward secular trend over 500 years,

moving towards an asymptote. They eventually reached a point where the

costs were so high and effective demand so constrained that it was no

longer possible to accumulate capital, creating a problem for

capitalists themselves. The system had moved so far from a possible

equilibrium that they brought about, in conjunction with the limits of

hegemonic power, the structural crisis of the system. \*

\*

\*

\*A structural crisis is not a cyclical downturn, with which it is

regularly confused because of our looseness in using the word "crisis."

It is far more than that. It is the point at which the system can no

longer be brought back to equilibrium and begins to fluctuate wildly.

This can only occur once in the life of a historical system. At the

point when the structural crisis begins, the system bifurcates. For

natural scientists, a bifurcation means that there are two different

solutions to the same equation, something supposedly not normally

possible. In ordinary language, we can say that there has come into

being two possible and quite different outcomes, two paths along which

the system can evolve.\*

\*In a bifurcation, one is absolutely certain that the system cannot

survive. However, one is equally certain that it is intrinsically

impossible to know which fork of the bifurcation will ultimately prevail

and thereby result in the creation of a new historical system (or

systems). \*

\*The origins and evolution of the Global Left can best be appreciated if

one understands some major turning-points of the modern world-system. I

start with the French Revolution. Most historians consider that the

French Revolution brought about a fundamental transformation of France

in either its political or economic structures, or both.\*

\*

\*

\*I think it did neither of these things. Politically, France had long

been following an uneven trajectory of strengthening the central state.

As Tocqueville showed a long time ago, the result of the French

Revolution was to put this trajectory back on track. Economically, it

did not transform France into a capitalist state, since France had been

part of the capitalist world-economy for two to three centuries already.

As for its supposed abolition of the remnants of feudal law, Marc Bloch

showed that the presumed feudal remnants were still there as late as the

early twentieth century.\*

\*Rather, in my view the significance of the French Revolution lay in the

cultural transformation of the modern world-system as a whole. The

French Revolution bequeathed to the world-system the tacit worldwide

acceptance of two cultural concepts: the normality of change and the

sovereignty of the people. The combination of the two had very radical

implications. The sovereign people could change the system more or less

as they wished. For the dominant classes, this belief severely

threatened their interests. The immediate problem was how to handle this

new reality. There were three different ways, resulting in the three

fundamental ideologies of the post-1789 world - rightwing conservatism,

centrist liberalism, and leftwing radicalism. Each of these ideologies

was a different way of responding politically to these new beliefs. I

call this array of responses the newly-constructed geoculture of the

modern world-system.\*

\*

\*

\*I interpret the world-revolution of 1848 as a critical confrontation of

the three post-1789 ideologies, in which both rightwing Conservatism and

leftist Radicalism were outmaneuvered by centrist Liberalism, which was

able to assert supremacy over the two rival ideologies. \*

\*The Global Left took a crucial turn in the wake of the severe

repressions it suffered following the world-revolution of 1848. The key

political shift was from relying either on spontaneous rebellions or on

utopian withdrawal (the two principal tactics prior to 1848) to the

creation of organizational and therefore bureaucratic structures to

prepare the base for the long struggle. Such structures began to take

shape only in the 1870s.\*

\*This dominance of centrist liberalism essentially lasted until the

world-revolution of 1968, whose major consequence was precisely to

liberate both the conservatives and the radicals from their subordinate

status to centrist liberalism. After 1968, they were able to become once

again autonomous ideologies, recreating the original triad. Centrist

liberalism did not disappear but was reduced to being once again simply

one of three competing ideologies.\*

\*Organizationally what I call the original version of the antisystemic

movements, sometimes called the Old Left, began to be constructed in the

last third of the nineteenth century. These movements took two main

forms: that of social movements, which considered that the basic

struggle was a capitalist struggle between the bourgeoisie and the

proletariat; and that of the national movements, which considered that

the basic struggle was between oppressed peoples and their oppressors. \*

\*There were parallel debates about strategy that occurred both in the

social and in the nationalist movements. One was whether the movements

should seek state power. There were those who said that the state was

their principal enemy and that therefore they should combat it

permanently and unremittingly. The state could not be reformed. And

there were others who insisted that precisely because the state was

their enemy, they needed to disarm it by taking it over. In social

movements, this was the difference between the Anarchists and the

Marxists. In national movements this was the difference between the

cultural and political nationalists.\*

\*

\*

\*The second great debate was over the relation between what each

considered to be the primary historical actor (the proletariat for the

social movements, the oppressed people for the national movements) and

all other movements. There were those who insisted that the victory of

the primary actor had to take precedence over the realization of any

other demand. Feminist movements, movements of social minorities, peace

movements, environmentalist movements all were told to subordinate their

actions and demands to those of the primary actor. Otherwise, it was

argued they were acting objectively counter-revolutionary. We call this

view verticalism. And there were those who insisted that the demands of

other groups for their rights could not wait on the victorious

"revolution" of the self-styled primary movements. We call this

horizontalism.\*

\*In the case of both the social and the national movements, the statist,

verticalist strategy won out in a formula we came to call the two-step

strategy - first obtain state power, then transform the world. This

strategy failed in 1968 precisely because it had succeeded in the

preceding twenty-five years. The revolutionaries of 1968 (what the

French called the /soixante-huitards/) were responding to what they saw

as several realities. The first was the pervasive imperialist role of

the hegemonic power, and what the revolutionaries defined as the

collusion thereto of the Soviet Union (the Yalta tacit deal). The second

was the failure of the movements, having realized step one of the

two-step strategy, to implement the second step and change the world in

any significant way. The third was the limitations and misdeeds of a

verticalist strategy from the perspective of other movements.\*

\*

\*

\*The world-revolution of 1968 came within a particular historical

context, that of the acme of the operation of the modern world-system.

This was the period running more or less from 1945 to 1970. This period

saw the highest historical level of accumulation as well as the most

extensive and powerful degree of hegemonic control of the system that

had ever been known. It was precisely the fact that the modern

world-system worked so well in this period in terms of its objectives

that pushed the system too close to the asymptotes and brought on the

structural crisis of the world-system. \*

\*Initially after 1968, it was the Global Right that was able to take

most advantage of the post-1968 situation. These took the form of the

so-called Washington Consensus that imposed on virtually all governments

a series of measures that undid the so-called developmentalist thrusts

of an earlier period. It would not be until 1994 that the Global Left

could resume its initiatives. There three successive moments of this

reawakening of the Global Left: the Zapatista uprising in Chiapas in

1994; the ability of the demonstrators at the meeting of the World Trade

Organization (WTO) in Seattle in 1999 to scuttle the proposed new world

treaty guaranteeing so-called intellectual property rights; and the

founding of the World Social Forum in Porto Alegre in 2001.\*

\*What then are the useful and possible strategies of the Global Left

during the remaining 20-40 years of the structural crisis of our present

system? To do that, I need to remind you of the reasons why the classic

two-step strategy failed.\*

\*The very belief in the in­evitability of progress was substantively

depoliticizing, and particularly depoliticizing once an antisystemic

movement came to state power. After 1968, the Global Left espoused a

sort of anti-statism. This popular shift to anti-statism, hailed though

it was by the celebrants of the cap­italist system, did not really serve

the inte­rests of the latter. For in actuality anti-statism served to

delegitimize all state structures, even if it was thought to apply

merely to certain particular regimes. It thus under­mined (rather than

reinforced) the po­lit­ical sta­bility of the world-system, and there­by

has been making more acute its systemic crisis.\*

\*

\*

\*The politics of the transition are different from the politics of the

period of normal operation of the world-system. It is the pol­i­tics of

grabbing advantage and position at a moment in time when politically

anything is possible and when most actors find it extremely difficult to

formulate middle-range strategies. Ideological and analytic confusion

becomes a structural reality rather than an accidental variable. The

economics of everyday life is subject to wilder swings than those to

which the world had been accustomed and for which there had been easy

explanations. Above all, the social fabric seems less reliable and the

institutions on which we rely to guar­antee our immediate security seem

to be faltering seriously. Thus, antisocial crime as well as so-called

terrorism seems to be widespread and this perception creates high level

of fear. One widespread re­flex to increased fear is the expansion of

privatized security measures staffed by non-state hired forces.\*

\*The Global Right are a complex mix and do not constitute a single

organized caucus. The majority of those who identify with them will

share in the general confusion and will resort to their traditional

short-run politics, perhaps with a higher dose of repres­siveness

insofar as the politics of concessions will not be seen as achieving the

short-run calm it is supposed to produce.\*

\*

\*

\*But there is also the small minority among the upper strata who are

sufficiently insightful and intelligent to perceive the fact that the

present system is collapsing and who wish to ensure that any new system

be one that preserves their privileged position. They probably can be

divided into two main groups advocating two possible alternative

strategies. One is fierce repression and one is the de Lampedusa

strategy - to change everything in order that nothing change. Both

sub-groups have firm resolve and a great deal of resources at their

com­mand. They can hire intelligence and skill, more or less as they

wish. They have in fact already been doing so.\*

\*I do not know what the de Lampedusa faction will come up with, or by

what means they will seek to implement the form of transition they will

favor. I do know that, whatever it is, it will seem attractive and be

deceptive and is far more dangerous to the Global Left that the

advocates of repression. The most deceptive aspect is that such

proposals will be clothed as radical, progressive change. It will

require con­stant­ly applied analytic criticism to bring to the surface

what the real consequences would be, and to distinguish and weigh the

posi­tive and nega­tive elements of the measures they propose.\*

\*The Global Left who wish to move in the direction of a rel­a­tively

demo­cratic, relatively egalitarian system necessarily act within the

framework of an uncer­tain outcome. This is not easy. There is no

bandwagon to climb aboard. There is only a harsh struggle. \*

\*

\*

\*Pre-1968 left analysis involved multiple biases that had pushed it the

Global Left towards a state-orientation. The first bias was that

homogeneity was somehow better than heterogeneity, and that therefore

centralization was somehow better than decentralization. This bias

derived from the false assumption that equal­ity means identity. To be

sure, many thinkers had pointed out the fallacy of this equation,

including Marx, who distinguished equity from equality. But for

revolutionaries in a hurry, even those who claimed to be Marxist, the

cen­tralizing, homogenizing path seemed easiest and fastest. It

re­quired no difficult calculation of how to balance complex sets of

choices. They were arguing in effect that one cannot add ap­ples and

oranges. The only problem is that the real world is precisely made up of

ap­ples and oranges. If you can't do such fuzzy arithmetic, you can't

make real political choices.\*

\*The second bias was virtually the opposite. Whereas the preference for

unification of effort and result should have pushed logi­cally towards

the cre­ation of a single world movement and the ­advo­cacy of a world

state, the de facto reality of a multi-state sys­tem, in which some

states were visibly more powerful and privileged than other states,

pushed the movements towards seeing the state in which they lived as a

mechanism of defense of collective interests within the world-system, an

instru­ment more relevant for the large ma­jority within each state than

for the priv­i­leged few. Once again, many thinkers had pointed to the

fallacy of be­lieving that any state within the modern world-system

would or could serve col­lective interests rather than those of the

privileged few, but weak majorities in weak states could see no oth­­er

weapon at hand in their struggles against margi­nalization and

oppression than a state structure they thought (or rather they hoped)

they might be able to control themselves.\*

\*

\*

\*The third bias was the most curious of all. The French Revo­lu­tion had

proclaimed as its slogan the trinity: "Liberty, Equali­ty, Fraternity."

What has in practice happened ever since is that most people have

tacitly dropped the "fraternity" part of the slogan on the grounds that

it was mere sentimentality. And the liberal center has insisted that

"liberty" had to take priority over "equality." In fact, what the

liberals really meant is that "liberty" (defined in pure­ly political

terms as a multi-party parliamentary system) was the only thing that

mattered and that "equality" represented a danger for "liberty" and had

to be down­played or dropped altogether. \*

\*There was flimflam in this analysis, and the Global Left fell for it,

in particular its Leninist variant, which re­sponded to this centrist

liberal discourse by inverting it, and in­sisting that (economic)

equality had to take precedence over (po­litical) liberty. This was

entirely the wrong answer. The correct answer is that there is no way

whatsoever to separate liberty from equality. No one can be "free" to

choose politically, if one's choices are constrained by an unequal

position. And no one can be "equal" economically if one does not have

the degree of political freedom that others have, that is, does not

enjoy the same political rights and the same degree of participation in

real decisions.\*

\*Still this is all water under the bridge. The er­rors of the left, the

failed strategy, were an almost inevitable outcome of the operations of

the capitalist system against which the Global Left was struggling. And

the widespread recognition of this historic failure of the Global Left

is part and parcel of the disarray caused by the general crisis of the

capitalist world-system. \*

\*

\*

\*What is it however that the Global Left should push? I think there are

three major lines of theory and praxis to emphasize. The first is what I

call "forcing liberals to be liberals." The Achil­les heel of centrist

liberals is that they don't want to implement their own rhetoric. One

centerpiece of their rhetoric is individual choice. Yet at many

elementary levels, liberals oppose individual choice. One of the most

obvious and the most important is the right to choose where to live.

Immigration controls are anti-liberal. Ma­k­ing choices - say choice of

doctor or school - dependent on wealth is anti-liberal. Patents are

anti-liberal. One could go on. The fact is that the capitalist

world-economy has survived on the basis of the non-fulfillment of

liberal rhetoric. The Global Left should be systematically, regularly,

and continuously calling the bluff of centrist liberals.\*

\*

\*

\*But of course, calling the rhetorical bluff is only the beginning of

reconstruction. We need to have a positive program of our own. There has

been a veritable sea-change in the programs of left parties and

movements around the world between as late as the 1960s and today. In

the 1960s, the programs of Old Left movements emphasized economic

structures. They advocated one form or another, one degree or another,

of the socialization, usually the nationalization, of the means of

production. They said little, if anything, about inequalities that were

not defined as class-based. Today, almost all of these same parties and

movements, or their successors, put forward proposals to deal with

inequalities of gender, race, and ethnicity. Many of these programs are

ter­ribly inadequate, but at least the movements feel it necessary to

say some­thing. On the other hand, there is virtually no party or

movement today that considers itself on the left that advocates further

so­cialization or nationalization of the means of production, and a

goodly number that are actually proposing mov­ing in the other

direction. It is a breathtaking turnabout. Some hail it, some denounce

it. Most just accept it.\*

\*In the period since 1968, there has been an enormous amount of testing

of alternative strategies by different movements, old and new, and there

has been in addition a rather healthy shift in the relations of

antisystemic movements to each other in the sense that the murderous

mutual denunciations and vicious struggles of yester­year have

con­siderably abated, a positive development we have been

underestimating. I would like to suggest some lines along which we could

devel­op further the idea of an alternative strategy.\*

\*\*

\*(1) /Expand the spirit of Porto Alegre/. What is this spirit? I would

define it as follows. It is the coming together in a non-hie­rarchical

fashion of the world family of antisystemic movements to push for (a)

intellectual clarity, (b) militant actions based on popular mobilization

that can be seen as immediately useful in peo­ple's lives, (c)

simultaneously argue for longer-run, more funda­mental changes.\*

\*

\*

\*There are three crucial elements to the spirit of Porto Alegre. It is a

loose structure that has brought together on a world scale movements

from the South and the North, and on more than a merely token basis. It

is militant, both intellectually and politically. Intellectually, it is

not in search of a global con­sensus with the spirit of Davos. And

politically, it is militant in the sense that the movements of 1968 were

militant. Of course, we shall have to see whether a loosely-structured

world movement can hold toge­ther in any meaningful sense, and by what

means it can develop the tac­tics of the struggle. But its very

looseness makes it a force difficult to suppress, while encouraging

centrist for­ces to be neutral, if hesitantly.\*

\*\*

\*(2) /Use defensive electoral tactics/. If the Global Left commits

itself to loosely-structured, extra-parliamentary militant tactics, this

immediately raises the ques­tion of our attitude towards electoral

processes. Scylla and Cha­rybdis are thinking that they're crucial and

thinking that they're irrele­vant. Electoral victories will not

transform the world; but they cannot be neglected. They are an essential

mech­­anism of protecting the immediate needs of the world's

popula­tions against losses of achieved benefits. The electoral battles

must be fought in order to minimize the damage that can be inflicted by

the Global Right via control of the world's governments.\*

\*

\*

\*We cannot neglect such battles because all of us live and survive in

the present and no movement can tell people that short-term survival is

unimportant. This makes, however, electoral tactics a purely pragmatic

mat­ter. Once we don't think of obtaining state power as a mode of

transforming the world, they are always a matter of opting for the

lesser evil, and the decision of what is the lesser evil has to be made

case by case and moment by moment.\*

\*The choice depends in part on what is the electoral sys­tem. A system

with winner-takes-all must be manipulated differently than a system with

two rounds or a system with proportional repre­sentation. In addition,

there are many different party and sub-party traditions amongst the

Global Left. Most of these tradi­tions are relics of another era, but

many people still vote accor­ding to them.\*

\*Since state elections are a pragmatic mat­ter, it is crucial to create

alliances that respect these tradi­tions, aiming for the 51% that counts

pragmatically. But no dancing in the streets, when we win! Electoral

victory is merely a defensive tactic.\*

\*\*

\*(3) /Push democratization unceasingly/. For at least two centuries,

what left movements and ordinary people have most loudly demanded of the

states can be resumed in one word “more” - more education, more health,

more gua­ranteed lifetime income. This is not only popular; it is

immediate­ly useful in people's lives. And it tightens the squeeze on

the possibilities of the endless accumulation of capital. These demands

should be pushed continuously, and everywhere. There cannot be too much.\*

\*To be sure, expanding all these "welfare state" functions al­ways

raises questions of efficiency of expenditures, of corruption, of

creating over-powerful and unresponsive bureaucracies. These are all

questions we should be ready to address, but they should never lessen

the basic demand of more, much more.\*

\*It is crucial that popular movements not spare the center or

left-of-center govern­ments they have elected from the pursuit of these

demands. Just because it is a friend­lier government than an outright

right government does not mean that we should pull our punches. Pressing

friendly governments push­es rightwing opposition forces towards the

center-left. Not pushing them pushes center-left governments towards the

center-right.While there may be occasional special circumstances to

obviate these tru­isms, the general rule on democratization is more,

much more.\*

\*\*

\*

\*

\*4) /Make the liberal center fulfil its theoretical preferences/. This

is otherwise known as forcing the pace of liberalism. The lib­eral

center notably seldom means what it says, or practices what it preaches.

Take some obvious themes, say, liberty. The liberal cen­ter used to

denounce the Soviet Union. regularly because it didn't per­mit free

emigration. But of course the other side of free emigra­tion is free

immigration. There's no value in being allowed to leave a country unless

you can get in somewhere else. We should push for open frontiers.\*

\*The liberal center regularly calls for freer trade, freer en­terprise,

keeping the government out of the market decisions that entre­preneurs

are making. The other side of that is that entrepreneurs who fail in the

market should not be salvaged. They take the profits when they succeed;

they should take the losses when they fail. It is often argued that

saving the companies is saving jobs. But there are far cheaper ways of

saving jobs - pay for unemployment insurance, re­training, and even

starting job opportunities. But none of this needs involve assuming the

debts of the failing entrepreneurs.\*

\*The liberal center regularly insists that monopoly is a bad thing. But

the other side of that is abolishing or grossly limiting patents. The

other side of that is not involving the government in protecting

industries against foreign competition. Will this hurt the working

classes in the core zones? Well, not if money and ener­gy is spent on

trying to achieve greater convergence of world wage rates.\*

\*

\*

\*The details of the proposition are complex and need to be dis­cussed.

The point however is not to let the liberal center get away with its

rhetoric and reaping the rewards of that, while not paying the costs of

its proposals. Furthermore, the most effective political mode of

neutralizing centrist opinion is to appeal to its ideals, not its

interests. Calling the claims on the rhetoric is a way of ap­pealing to

the ideals rather than the interests of the centrist ele­ments.\*

\*Finally, we should always bear in mind that a good deal of the benefits

of democratization are not easily available to the poorest stra­ta, or

not available to the same degree, because of the difficul­ties they have

in navigating the bureaucratic hurdles. Some thirty years ago, Cloward

and Piven proposed a mode of aiding the poorest strata. They said we

should "explode the rolls," that is, mobilize in the poorest

commu­nities so that they take full advantage of their legal

rights.^\*^[1] \* <#\_ftn1> \*

\*\*

\*

\*

\*5) /Make anti-racism the defining measure of democracy/. Democracy is

about treating all people equally - in terms of power, in terms of

distribution, in terms of opportunity for personal ful­fillment. Racism

is the primary mode of distinguishing between those who have rights (or

more rights) and the others who have no rights or fewer rights. Racism

both defines the groups and simultan­e­ously of­fers a specious

justification for the practice. Racism is not a secondary issue, either

on a national or a world scale. It is the mode by which the liberal

center's promise of universalistic cri­teria is systematically,

deliberately, and constantly under­mined.\*

\*Racism is pervasive throughout the existing world-system. No corner of

the globe is without it, and without it as a central fea­ture of local,

national, and world politics. In her speech to the Mexican National

Assembly on Mar. 29, Comman­dant Esther of the EZLN said:\*

\*The Whites (/ladinos/) and the rich people make fun of us indigenous

women for our clothing, for our speech, for our language, for our way of

praying and healing, and for our color. which is the color of the earth

that we work.^\*^[2] \* <#\_ftn2>\_\_\*

\*\_\_\*

\*She went on to plead in favor of the law that would guarantee \*

\*au­tonomy to the indigenous peoples, saying:\*

\*When the rights and the culture of the indigenous peoples are

recognized,...the law will begin to bring together its hour and the hour

of the indigenous peoples.... And if today we are indigenous women,

tomorrow we will the others, men and women, who are dead, persecuted, or

im­prisoned because of their difference.\*

\*\*

\*\*

\*

\*

\*6) /Move towards decommodification/. The crucial thing wrong with the

capitalist system is not private ownership, which is simply a means, but

commodification which is the essential element in the accumulation of

capital. Even today, the capitalist world-system is not entirely

commodified, although there are efforts to make it so. But we could in

fact move in the other direction. Instead of transforming universities

and hospitals (whether state-owned or private) into profit-making

institutions, we should be thinking of how we can transform steel

factories into non-profit institutions, that is, self-sustaining

structures that pay dividends to no one. This is the face of a more

hopeful future, and in fact could start now.\*

\*\*

\*7) /Remember always that we are living in the era of transition from

our existing world-system to something different/. This means several

things. We should not be taken in by the rhetoric of glo­bal­ization or

the inferences about TINA. Not only do alternatives exist, but the only

alternative that doesn't exist is continuing with our present structures. \*

\*There will be an immense struggle over the successor system, which

shall continue for 20-40 years, and whose outcome is intrinsically

uncertain. History is on no one's side. It depends on what we do. On the

other hand, this offers a great opportunity for creative action. During

the normal life of an historical system, even great efforts at

transformation (so-called "revolutions") have limited consequences since

the system creates great pressures to return to its equilibrium. But in

the chaotic ambiance of a structu­ral transition, fluctuations become

wild, and even small pushes can have great consequences in favoring one

branch or the other of the bifurcation. If ever agency operates, this is

the moment.\*

\*

\*

\*The key problem is not organization, however important that be. The key

problem is lucidity. The forces who wish to change the system so that

nothing changes, so that we have a different system that is equally or

even more hierarchical and polarizing, have money, energy, and

intelligence at their disposal. They will dress up the fake changes in

attractive clothing. And only careful analysis will keep us from falling

into their many traps.\*

\*They will use slogans we cannot disagree with - say, human rights. But

they will give it content which includes a few elements that are highly

desirable with many others that perpetuate the “civilizing mission” of

the powerful and privileged over the non-civilized others. If an

international judicial procedure against genocide is desirable, then it

desirable only if it is applicable to everyone, not merely the weak. If

nuclear weapons, or biological warfare, are dangerous, even barbaric,

then there are no safe possessors of such weapons.\*

\*

\*

\*In the inherent uncertainty of the world, at its moments of historic

transformation, the only plausible strategy for the Global Left is one

of intelligent, militant pursuit of its basic objective - the

achievement of a relatively democratic, relatively egalitarian world.

Such a world is possible. It is by no means certain that it will come

into being. But then it is by no means impossible.\*

------------------------------------------------------------------------

<#\_ftnref1>Richard Cloward & Frances Fox Piven,/Regulating the Poor: The

Functions of Public Welfare/, New York, Pantheon, 1971, p. 348.

^^[2] <#\_ftnref2><<http://www.ezln.org/marcha/20010320.htm>>

## Tord Björk Days in Tunis that changed the world

Short version of a coming text about World Social Forum in Tunis 2015

(published in WSF discuss mailing list)

Abstract:

The World Social Forum in Tunis starts a new era in world history. The global revolution in 1968 saw a split in two groups of political actors evolving. On the one hand left wing political parties aiming at bringing about convergence of different struggles and on the other hand so called new social movements fragmenting the struggle into specific single issues.

In Tunis this model was changed by three main actors. The global democratic movements organizations as Via Campesina, World March of Women and Friends of the Earth International converging their struggles without political parties as intermediaries. More spontaneous movements giving strength to the struggle in all parts of the world as the indigenous peoples struggle against so called development projects, the Zapatistas, Occupy, Indignados and the Arab spring to name a few. Finally thanks to different models of organizing global gatherings of popular movements and NGOs.

At the World Social Forum in Tunis the strength of the open space concept which stimulates openness and avoids taking decisions in the name of all participants was combined with the strength of the Peoples summit model used in [Rio 2012](http://openfsm.net/projects/rio20/summary) were the main global popular movements were prioritized in an open convergence process during the forum. The main outcome of the Peoples Summit was the transversal campaign to dismantle corporate power organically rather then ideologically linking a wide range of struggles on different issues. In Tunis this campaign merged with climate justice campaigning in a joint convergence process without neither of the two losing their broadness and both sharpening their main focus. Thus a core for further convergence was established which in a second step in a similar way was done with the [global struggle against water privatization, for land rights](http://openfsm.net/projects/extensionfsm2015/comex15-asc-land-and-water-struggles), for a just transition promoted by the trade unions, for small scale farming and for alternatives.

In this way a convergence took place deeply rooted in ongoing campaigns, a convergence that can be described as organic and a coming together in acting rather than through ideology or with the help of representatives voting to make a specific struggle or day of action the most important. A process that at the surface of it was quite invisible as the convergence of a very broad range of issues took place under the official heading of an assembly for 80 seminars on climate change. The official [Assembly of social movements](http://openfsm.net/projects/extensionfsm2015/comex15-asc-social-movements-assembly) was far less a convergence of movements and more of a listing of coming actions.

Even more invisible was two more far reaching processes taking place. In practice they addressed a split among popular movements since 100 years and even 500 years. Land grabbing with the help of IMF and Monsanto, extreme austerity politics and virulent nationalism replacing demands for social justice ending in war with the possibility to escalate into nuclear war at least with tactical nuclear weapons has erupted in Ukraine. In a situation one hundred years after the Zimmerwald conference and the peace movement gathering in the Hague it is of most immediate concerns to rebuild a peace movement with the beginning at both sides of the war zone and by uniting all different strands in the struggle against the capitalist forces behind all forms of imperialism.

This is precisely what happened in Tunis.  For the first time civil society representatives from both Euromaidan and Antimaidan met in a dialogue and were able to make a joint statement bringing forward a socio economic perspective of the need for a joint struggle to promote peace. The dialogue included both a industrial workers union leader with traditional communist views, an anarchist environmental activist, a Troskyist and a marxist organizer of a women's squadron to protect wounded Euromaidan activists. Thus the whole spectrum of left wing ideologies were present opening up for the possibility to bridge a 100 year split among the workers and left wing movements and anew building a lasting peace movement.

At the even deeper level 500 years of oppression and colonialism was also addressed at its most profound basis, the level beyond developmentalism, state and market routines. Here during the [climate justice convergence](http://openfsm.net/projects/extensionfsm2015/comex15-asc-climate-convergence) the limitations of all alternatives were discussed from degrowth to commons and Buen vivir. It became clear that degrowth had problems establishing itself outside the Western world and was limited in terms of addressing issues of social power. Commons could be most useful including the public sphere while also going beyond the routines depending on the commitments made by those using the commons. Buen vivir had a wider perspective including a spiritual dimension. The concept Swaraj which also challenges right based and consumerist individualized discourse was brought to WSF by movements from India. Together with Buen vivir and other similar notions non colonial concepts have now entered a central place in global movement strategy.

It could be felt among the many young Tunisian participating and helping as volunteers during the forum and among many other young activists coming from diverse backgrounds. Not only the dichotomy between parties and movements but also between a spiritual and cultural part of the movement and a more politically oriented may be on its way to be merge into a more mature social individualism were the interest for other cultures is not reduced to copy the capitalist consumerism but be inspired by humanity and mother earth.

## Global Movement strategy for a Just Transition - Ukraine, Greece, Climate and the multiple crisis from a WSF perspective

 There is a need for a popular movement strategy to solve the

multidimensional crisis. Prague Spring 2 (PS2) Network against right wing

extremism and populism proposes to all movements concerned and those

present at the World Social Forum in Tunis to address this crisis and its

most imminent expressions concerning Ukraine and Greece in a global peace,

social and ecological context. At the Tunis WSF a PS2 position paper will

be presented with this purpose. PS2 came out of the European Social Forum

process. Here is an analysis and proposal for action to connect the dots

between the climate justice, peace and social struggles of our time with

thoughts that was part of the process to make the position paper. It is

followed by an analysis and proposal for action drawing on the role of WSF

declaration and social forum participants. The text can be seen as a

response to Patrick Bond and his arguments concerning on climate justice

and the need to connect the dots which was much missing at a recent mining

conference in South Africa organized by NGOs. The texts agrees upon this

need to connect the dots but is very different in the view how this can be

done. While Patrick emphasis we have to talk more about capitalism this

text emphasis we have to find the connections between the different

struggles and work from there rather than claim that a specific theory has

to be the most important. This does not contradict Bond message but it puts

a lot more emphasis on class actors as small peasants and Via Campesina and

workers and trade unions and action. As it only use the world capitalism

once and then only in the mouth of the landless movement in Brazil those

convinced we have to talk more about capitalism may find this piece less

interesting. I hope activists from many different strands find it fruitful.

What to do about the accelerating social and ecological crisis?

The present world order causes an accelerating social and ecological

crisis. The dismantling of welfare systems due to austerity politics or

wars imposed by neoliberal regimes results in severe human sufferings in

countries like Libya, Greece and Ukraine. Even in a country like Germany

poverty and social misery is growing in the midst of richness for some due

to neoliberal politics. Meanwhile is art extinction, soil erosion and

climate change threatening the very survival of human beings on our planet.

A threat that already is a reality wiping out indigenous peoples and small

peasant communities world wide. This accelerating social and ecological

crisis now also becomes a threat to peace with tensions between nuclear

powers and wars risking to escalate into a world war.

This calls for a comprehensive effort from popular movements to resist war

mongering and the degradation of social well being and ecological

sustainability as well as to construct economic and democratic solutions to

the multiple crisis. The era when single issue politics could give

successful changes of societies is over. Such single issue struggles are

still of great defensive importance. But they do not meet the challenge to

raise the horizons beyond the present development model and world order.

Nor does single issue politics makes it possible to connect different

struggles. Such connections are necessary to be able to challenge the most

crucial elements in the present system that accelerates the environmental

destruction and social cleavages between and within countries.

What the great challenges today call for is a common understanding of both

causes and necessary solutions to the crisis. These causes may have

different weight in different conflicts but may still be seen as having an

important role in most areas of concern. In general one can point at both

material and ideological causes of conflicts and claim that the roots lie

in both economical, political, social and cultural reasons. Solutions must

also answer to these elements.

Usually experts, political parties or business were seen as actors that

could provide solutions to a crisis. But today expertise tend to

compartmentalize conflicts and solutions giving people in common no role in

changing society. The party system do not provide anymore comprehensive

solutions making social mobilisation for changing the present system

possible. At times political parties do not only seem even more single

issue minded than movements, they also tend to have the same position on

the most crucial issues. To seriously change the role of business and

especially banks seems out of question. This makes no room for political

opposition. To escape from politics and hope that business and consumer's

choice will provide new technology is no solution to the greater problems

either.

So what should be done is to simultaneously develop both material and

ideological solutions confronting the causes of the multiple crisis. This

can be done at local and even smaller levels to the national, regional and

global level by democratizing economic activity and politics at the same

time and link this struggle to efforts in other areas and places.

Climate justice strategy beyond climate policy

Climate justice can be seen as an example of both ecological and social key

importance. Important struggles are here carried out in resistance to the

most dangerous green house gas emission projects. Impressive international

action days are organized all over the world to make people conscious about

the climate issue. Pressure has been made to influence national climate

policy legislation and international negotiations.

Yet what has been achieved is far from sufficient. Actually has green house

gas emissions drastically increased since climate negotiations begun. The

main strategy of the climate movement has mainly created illusions about

the possibilities to come to solutions by climate policy within the present

world order. The climate justice movement has not been able to challenge

this more narrow perspective. A convincing political challenge at all

levels from the local to the national and the global have not yet emerged

confronting the hypocrisy of governments and business when claiming

neoliberal politics can solve the environmental crisis.

This challenge can only become a reality when a climate justice movement

emerges using the full social and ecological strength underlying the global

warming issue. For such an endeavour needs actors capable of both resisting

false solutions and have an interest on sustainable solutions. As the

climate issue is intrinsically linked to ecology small peasants and

agricultural workers are the most important actors for solving land issues

and food production in a sustainable and social justice manner. This means

that solidarity with those struggling on the countryside are essential to

solving the climate crisis. The climate issue is also intrinsically linked

to the urban and industrial struggle thus making workers of all kinds also

essential in fighting false solutions and struggle for a just transition.

This class struggle on the countryside and in urban areas is at the core of

the possibilities to solve the climate crisis. These two class struggles

has to be combined to strengthen each other. Now urban interest dominate

the climate movement. Only by having the rural workers and small peasants

on equal importance with urban actors in the leadership can a global

climate justice movement become successful.

When urban interests have dominated we have seen endless negotiations and

single issue campaigns while the problems gets worse. What we now need is a

more clear opposition against the solution presented by governments in

terms of carbon trading and other ways to postpone solutions into the

future and establish even more global speculations markets. The kind of

clear opposition to the main solutions presented by our governments that

Via Campesina push for shows the way forward. These demands have gathered

wide support from other popular movements sceptical or opposed to markets

mechanism as the main solution to large environmental problems.

Both urban and rural class movements also are key actors when it comes to a

just transition. Here the landless movement in Brazil with their people's

project against the project of capitalism or the trade union campaigns

together with environmental organizations in South Africa and Denmark for a

just transition are good examples.

Such an agenda that combines resistance against corporate capture of the

climate issue with a struggle for a constructive program on every important

sector of society for a just transition gives hope not only to those

concerned about climate issues. Such a program also can give hope in many

other struggles. When popular movements are able to show and struggle for

change on many sectors in a comprehensive work for a just transition a

first step is made in showing how all the resistance can find a common

solution if we unite our rural and urban strength.

When struggling for such a just transition we will soon run into

confrontation with the present system. A key issue is to take money from

the rich and see to that public investments and other ways of organizing

common economy are directed at the needs of a sustainable agriculture,

forestry, fishing, mining, transport, energy, housing, industry and social

services. A just transition programme for changing the power relationships

within and between countries in such a way that each country do not exceed

the carrying capacity when the resources on earth are distributed in a fair

way.

When fighting with those in power that refuses public investments to enable

a fully financed solution to the climate crisis by a just transition

program new alliances can be built. Such a just transition cannot only

create meaningful jobs. When struggling for public investments there will

be a need to confront those actors that oppose actors that stand in the

way. Actors who not only oppose solutions to the climate crisis but also

impose austerity and war for controlling natural resources Thus the

possibility to have a common enemy is emerging stimulating popular

movements convergence on some key issues.

To democratize society is another important aspect of a just transition and

solution to the climate crisis. The corporate capture of UN and other

international institutions have been a great obstacle for the climate

justice movement and others. This antidemocratic tendency can now be seen

also at the national level and at most work places. A brutalization of

daily life takes places when corporations rule the world making the rich

richer and trying to set up people in common against each other. A flexible

job market and harder pressure on everyone to live up to the needs of an

economy and consumption pattern is making daily life harder for many. A

situation directed by the need to improve short term profit and speculation

with the help of an ever growing debt bubble. To be able to confront this

democratic commons of different sorts including institutions as parliaments

and governments needs change and a more comprehensive democracy must

emerge. A comprehensive democracy which at the economical level includes

both economical cooperatives of different sorts were every participant is

equally important to the way banks and the international economic system is

organized.

Democracy is needed, but must be repaired, strengthened and created from

bottom up and in many dimensions. Important resources are there in the

creativity and wisdom that we find in the traditions and present struggle

of indigenous movements, in feminist movements, the movements against

consumerism, in Gandhi's criticism of modern civilization and the ideas of

self-reliance, Ubuntu, Buen vivir, Swaraj, convivialism and so on.

It is not only social and ecological dimensions that are at risk. The

multiple crisis unfolding and now reaching also Europe in many ways is also

creating conflicts and wars. For the first time since the Cuba crisis 50

years ago there is now growing awareness of how the confrontation between

West and Russia is threatening with scenarios causing severe concerns

including even the use of nuclear weapons. That the cause of the conflict

is linked to corporate interest to take control of Ukrainian soil with the

help of IMF, social austerity programs creating unseen misery in a European

country and struggle over the control of fossil fuel resources shows how

the multiple crisis becomes more concentrated. Many of the different

aspects of the multiple crisis is in the Ukrainian conflict becoming

explicit in a very worrying way.

The multiple crisis foments the creation of identities to separate people

in common and create enemies. Thus is the struggle against all forms of

racism, ultranationalism, colonialism inside or between countries,

imperialism and super power exceptionalism of importance. To the climate

justice movement it is of crucial importance to oppose racism or feelings

of superiority among people that have been able to build their own welfare

by contributing much more to the green huge gas emissions than the rest of

the world. It is also crucial for enabling a just transition of both rural

and urban industries to overcome how urban life has become the norm while

countryside people are looked down upon.

The same reasoning as for the climate justice movement can be used for

other movements today the come into conflict with central parts of today's

social and ecological development model. In a longer analysis below the

main focus will be upon the Ukrainian crisis. This conflict entails maybe

more of the cute elements of the multiple crisis than any other or few

other in the world. It is here argued that the passivity among European

movement in regard to this crisis poses a threat not only to make the

conflict worse. It is also a threat for even more severe austerity

politics, against family farming in Europe, hatred between peoples and

brutalization of society. If not addressed here it will be harder to

address the same tendencies in the rest of Europe.

With this background it is of importance to formulate some few points for a

global popular movement strategy to be built from bottom up. A short

version could be as follows:

Yes to a just transition - No to austerity, carbon trading and turning

nature into globalized speculation

Yes to peace building and disarmament – No to wars in Ukraine, West Asia

and elsewhere

Yes to making friends - No to all forms of racism, imperialism and

ultranationalism

Yes to democratization of society – no to authoritarianism and the control

by the few of economics and politics

Peace on earth – Peace with earth!

 How one can see upon one of the present conflicts in Europe is analysed

and discussed in the following longer paper. The starting point is made by

comparing with how the think tanks Stratfor supporting those in power

address the most acute expressions of the multiple crisis at the moment.

While those supporting those in power have a clear view of the connection

between different conflict and are equally addressing both the Ukraine and

Greek crisis popular movements has failed to do so. This article which was

originally commissioned by Prague Spring 2 network against the far right is

now presented before WSF and before it has been approved by PS2. The

content is the full responsibility of the author.

 Tord Björk, Kristianstad 21st of February 2015

 - Ukraine, Greece and the multiple crisis from a WSF perspective

In general the passivity concerning the issue of the broadly speaking

Ukrainian peace conflict is one of the most severe failings of the popular

movements in Europe. Like maybe no other issue it also splits explicitly

the world social forum community. The movements from Ukraine that

participated strongly at the European Social Forum in Malmö 2008 and were

also present at the WSF in Tunis 2011 are now almost completely at odds

with each other. The movements from other countries are almost as split

also or passive which can be seen as worrisome as well. The link between

the Greek crisis and the Ukrainian conflict showing that both actually are

different parts of the same European crisis is under reported and almost

not addressed at all by popular movements or their closest political

allies. The lack of addressing the imminent connections between the most

explicit expressions of the European crisis is worrisome.

The US think tank Stratfor helping those in power with daily analysis

concerning the political and economical developments of the world is much

more concerned. February 24 Reva Bhalla writes in the geopolitical

reporting by the think tank:

”Within the past two weeks, a temporary deal to keep Greece in the eurozone

was reached in Brussels, a cease-fire roadmap was agreed to in Minsk and

Iranian negotiators advanced a potential nuclear deal in Geneva. Squadrons

of diplomats have forestalled one geopolitical crisis after another. Yet it

would be premature, even reckless, to assume that the fault lines defining

these issues are effectively stable. Understanding how these crises are

inextricably linked is the first step toward assessing when and where the

next flare-up is likely to occur.”

>*From a perspective of popular movements supporting the WSF declaration such*

an understanding could be seen as crucial. The Stratfor answer points at

the economical linkage between the Greek and Ukrainian crisis and the

security connection between the Ukrainian conflict and what is developing

in the relationship between the US and Iran and in general West Asia/Middle

East. There are not resources in the EU for solving the Greek and in

general Southern European crisis and at the same time finance the armament

needed in the way NATO wants. Bhalla writes of the different aspects of the

imminent crisis:

”Within four months, Greece and Germany will be at loggerheads again, and

Greece will likely still lack the austerity credentials that Berlin needs

to convince its own Euroskeptics that it has the institutional heft and

credibility to impose Germanic thriftiness on the rest of Europe.”

And concerning the role of the crisis in Ukraine and the connection between

Ukraine and Iran:

”But even if Germany on one side and Russia on the other were able to bring

about a relative calm in eastern Ukraine, it would do little in the end to

de-escalate the standoff between the United States and Russia.”

”Contrary to popular opinion in the West, Russian President Vladimir Putin

is not driven by crazed territorial ambitions. He is looking at the map,

just as his predecessors have for centuries, and grappling with the task of

securing the Russian underbelly from a borderland state coming under the

wing of a much more formidable military power in the West. As the United

States has reminded Moscow repeatedly over the past several days, the White

House retains the option to send lethal aid to Ukraine. With heavier

equipment come trainers, and with trainers come boots on the ground. … To

lighten its load in the Middle East, the United States will look to

regional powers with vested and often competing interests to shoulder more

of the burden.”

Bhalla concludes:

”Germany needs a deal with Russia to be able to manage an existential

crisis for the eurozone; Russia needs a deal with the United States to

limit U.S. encroachment on its sphere of influence; and the United States

needs a deal with Iran to refocus its attention on Russia. No conflict is

divorced from the other, though each may be of a different scale. Germany

and Russia can find ways to settle their differences, as can Iran and the

United States. But a prolonged eurozone crisis cannot be avoided, nor can a

deep Russian mistrust of U.S. intentions for its periphery.

Both issues bring the United States back to Eurasia. A distracted Germany

will compel the United States to go beyond NATO boundaries to encircle

Russia. Rest assured, Russia — even under severe economic stress — will

find the means to respond.”

A response and of more importance a way of solving the interconnectness of

these conflicts by popular movements based in civil society must be far

more concerned about the interest of people in common. In a very small way

PS2 has been trying to do this. As an all-European network coming out of

the European Social Forum tradition with participants also from countries

outside EU like Belarus and Russia and many from Central/Eastern European

(CEE) countries, PS2 have been addressing such issues as civil society

dialogue to solve the Syrian conflict successfully carried out by WSF

steering committee member Leo Gabriel and others also active in the PS2

efforts to establish civil society dialogue between Donbass and Central and

Western Ukraine. PS2 have from its start in Prague in the spring 2009

firmly based its work against in a broader context expressed in the title

of its first all-European conference titled Right-Wing Extremism and

Populism in a Time of Social and Ecological Crisis. The network has been

organizing solidarity actions globally for antifascists in Russia

confronting the corrupt interests in the Khimki forest conflict and

addressing the need for solidarity with Greece following the European

coordination closely.

Thus it is possible to act addressing the most imminent conflicts in our

time from a perspective that could be claimed to be coherent with the WSF

declaration. It is also necessary that a broader movement will emerge than

the minuscule action by PS2 with the WSF perspective on the crisis. Another

coherent WSF-inspired movement is possible.

It is the Ukrainian conflict where the gap between inaction and action from

a WSF perspective is most evident. Addressing this conflict in its broader

European crisis and even global crisis context can be done by looking at

the whole WSF declaration and seeing how this broader view can be looked at

in a coherent manner.

As Jai Sen pointed out in the book Challenging Empires the WSF declaration

in its finally approved version in 2001 pointed out two main areas of

interest, the social one and the ecological one. (Contrary to the still

today wrong earlier version quoted on the still existing official European

Social Forum website where the environmental issue is sidelined in the same

way as the first WSF declaration did which some months before it was

reformulated in the still official WSF declaration.) WSF is thus presented

as a meeting place for ”groups and movements of civil society” opposing

”neoliberalism and to domination of the world by capital and any form of

imperialism” on the one hand and those ”committed to building a planetary

society directed towards fruitful relationships among Humankind and between

it and the Earth.”

Apart from the issues raised in this first paragraph the 10th paragraph

addresses several issues which WSF opposes of relevance to the present

European crisis: ”the use of violence as a means of social control by the

State. It upholds respect for Human Rights, the practices of real

democracy, participatory democracy, peaceful relations, in equality and

solidarity, among people, ethnicities, genders and peoples, and condemns

all forms of domination and all subjection of one person by another.” The

next paragraph also brings up explicitly the need to solve the problems of

racism and sexism.

Stratfor addresses the crisis in terms of political and economical matters

in a state centric way. From a WSF perspective the starting point is rather

social and ecological while also opposing capitalism and imperialism.

Furthermore this is done from a civil society perspective also addressing

opposition against racism, sexism and violence as a means of social control

by the state while promoting peaceful relations between ethnicities,

genders and peoples.

>*From this point of view the Ukrainian conflict is an expression of all*

these concerns at the same time in an utmost serious way. The social future

of Ukraine looks grim. As predicted by the WSF participant Borotba left

wing group in 2013 before the conflict became explicit the neoliberal

agenda of the EU would turn Ukrainian economy into a downward spiral

weakening the domestic companies, opening up for competitive Western

European corporations and crippling the economic ties with the biggest

trading partner Russia with great suffering among the population through

severe austerity programmes.

In November 2013, the EU was unwilling to allow for tripartite discussions

concerning the consequences of the EU-Ukraine association agreement for the

trade agreement between Ukraina and Russia. The sum offered for the

adaptation of the Ukrainian economy of 600 million euro was considered by

the Ukrainian government as too low both under the presidency of Yanukovych

and the next President Poroshenko.

Only then EU with the help of IMF raised the sum of 10 billion dollars and

allowed for tripartite discussion with Russia that EU refused to in 2013.

These new conditions which most likely Yanukovych would have agreed to

first arrived after a most likely unnecessary civil war due to the

aggressive neoliberal policies advanced by the EU. As the change in EU

policies came too late the situation have further deteriorated and is now a

full catastrophy which none of the main actors behind the crisis wants to

take responsibility for while preferring to put all the burden upon the

Ukrainian people.

Already from the outset the Ukrainian economy was extremely mismanaged by

all governments from the start of the independence in 1991, also compared

to neighbouring countries. Belarus with far less natural resources and a

lower GNP per capita than Ukraine in 1991 had before the present Ukrainian

conflict at least twice as high per capita income. Thus Ukraine has to a

far extent created its own problems. It is also understandable that people

in common were frustrated about the corrupt way the economy was mishandled.

The complete breakdown of the Ukrainian economy that now takes place with

the free fall of the currency Hryvnia, minimum wages and pensions with

sincere announced raised costs for heating and food ahead and closing of

much of the industry turns the country into a economic black hole open to

perfect neoliberal plunder. There is no way to oppose neoliberalism in

Europe without addressing this most aggressive form of neoliberalism which

is now unfolding in Ukraine.

The social situation is also especially bad for women. The economic sex

slave trade is hidden when the exploiting Western countries claim

themselves to be of a higher moral standard then the supposedly more

backlash countries in the East and South. The Polish feminist Ewa

Charkiewicz has outlined how the Ukrainian women and women all over Eastern

Europe have been especially severely exploited by the new neoliberal

regimes through microcredit schemes run by Western banks.

The environmental future of Ukraine looks equally grim. With one of the

most richest soils on the Earth Ukraine is highly attractive for land

grabbing. That land ownership has been restricted for foreign privatized

speculation and a ban on GMO has put some barrier to the full

implementation of the fossil fuel based agroindustry in Ukraine. That is

now rapidly vanishing. IMF demands liberalisation and endorse GMO

corporations as Monsanto. Thus Ukraine is on its way to be a threat against

family farming in all of Europe. Resistance against hydraulic fracturing in

the Eastern parts of Ukraine with rich shale gas resources has met military

response. Conquered areas in the so called Antiterrorist operation have

been subjected to drilling for starting fracking by US-led companies. This

stopped by the fall in world oil prices only. NATO chief Rasmussen stated

in the summer of 2014 that opposition against fracking in Europe was

directly paid and orchestrated by Russia according to security reports

which he could not present as they were secret. Thus NATO saw the

environmental movement as an enemy and the climate justice opposition

against fracking as a tool in the hands of the Russian interest in having

Europe dependent on Russian gas. With the free fall of the Ukrainian

economy the selling out of any natural resources at any environmental cost

to the workers health or nature can be foreseen. There is no way to oppose

the destruction of agriculture and nature in Europe or the world without

addressing the neoliberal takeover of the Ukrainian agriculture, working

conditions and ecological policies.

In terms of not using state violence against the opposition, imperialism

and creating peaceful relations between ethnicities and people, imperialism

has unfolded in the Ukrainian conflict the worst humanitarian crisis in

Europe since the disintegration of Yugoslavia. With almost a million

refugees in both Russia and Ukraine from the conflict in Donbass the

civilian catastrophy in numbers is already close to the numbers after more

than one year in the Yugoslavian wars by mid 1992 which is stated as 2,7

million in total.

The Ukrainian conflict is embedded in both domestic and foreign forms of

domination over people.The use of state violence and the need to adhere to

international agreements has been supported in contradictory ways. Russia

have accused the West and the parties now ruling Ukraine of not adhering to

the international agreement made on 21st of February 2014 while approving

its own way of breaking international rule when letting Crimea after a

referendum under threat of violence to be annexed to Russia in March. EU

and especially the US opposed during the whole crisis the use of violence

against the Euromaidan protesters since the police attacked a peaceful

demonstration on the 30th of November 2013. In response the use of violence

and occupation of administrative buildings by protesters, including many

far right groups started in early December. After the severe laws to stop

the protests on 16th of January and the use of thugs to attack protesters

counterviolence and occupation of governmental buildings escalated as well.

In total some 120 people were killed, mainly protesters but also several

policemen. The situation posed a clear problems for the functioning of the

state. When a meeting directly after the February 21 agreements at Maidan

immediately turned against the international agreement the Fatherland party

together with Svoboda did not stop the demands directed against what they

just had signed. A collapse of the state followed directly as the security

forces followed the agreement and withdrew and a change of power in

contradiction with the democratic constitution took place which was rather

applauded than criticized by the Western powers.

The Antimaidan used similar tactics as Euromaidan from the first peaceful

demonstrations in November and after the shift of power in February. When

becoming an opposition against the new government Antimaidan organized

demonstrations, tent camps and occupation of administrative buildings the

state started to use violence against what was perceived as terrorists but

this time without protests from the West. Instead the conflict escalated

into war with separatists

The relationship with both imperialism of political and economical nature

and ultranationalism makes the Ukrainian conflict necessary to address in a

coherent manner with no double standards. On the one hand there is a

domestic conflict with ultranationalists tendencies on many sides, both

sides on the highest level proclaiming that the other part of the conflict

cannot be seen as anything else than a fascist junta or terrorists, both

concepts making a political negotiation more or less impossible.

There are big problems with a tendency of both Euromaidan and Antimaidan to

use the flags of foreign countries. The troubled history of Ukraine with a

heritage of Stalinist repression and crimes has been seen by many

Ukrainians as a motive for making the fascist organization UPA that

struggled against the Soviet Union into national heroes. Thus the red and

black UPA flag from WWII ethnic cleansing campaigns against Jews and Poles

and collaboration with Nazi Germany has been present in the Euromaidan

causing concerns as also the president Poroschenko claims UPA as national

heroes. Likewise has ultranationalist and Russian imperialist symbols been

used on the Antimaidan side also cause concerns

At the international level there is a clash between different capitalist

forms of imperialism both attempting at getting profit out of how Ukrainian

crisis develops. From a WSF perspective it is of importance to confront

both these forms of imperialism together with the need to create solidarity

with the opposition in all parts of Ukraine opposing neoliberalism whether

in the form of domestic capitalists, Russian or Western ones.

The immediate concern is to support the ceasefire and to stop the

humanitarian crisis. A long term settlement must also be promoted by

putting civil society and local populations at the center of our concerns.

This can include regional referenda in accordance with the international

law without threats of violence in the same disputes concerning Northern

and Southern Schleswig or the Åland islands were solved in very different

and peaceful ways after WW

But this cannot take place without a shift of power uniting all who are

opposing the austerity politics and lack of investments in a just

transition of societies that promotes social justice and ecological

sustainability in all of Europe including Russia. Only by addressing the

need for an all-European solidarity including confrontation of the colonial

attitude and policies of the wealthy North Western Europe that has been

profiting from the construction of the neoliberal ways EU politics is done

can a change take place towards the peace needed. Only by simultaneously

addressing way Russia have played a similar role can tensions be lessened

while at the same time domestic forces at play of equal importance as that

of larger countries must be confronted as well.

Dear Roberto

I congratulate you for the most lucid analysis of our problems in the

WSF I have read in recent times. I am sure change will come or else will

pay the price of irrelevance. Let's give the seminar in Greece a chance

to think things through and to come up with two or three proposals to be

voted in alternative in a future meeting of the IC that assumes itself

as a constituent power to change the charter of principles.

un abrazo

Boaventura

On 07-04-2015 19:43, [utopie at ips.org](http://openspaceforum.net/mailman/listinfo/worldsocialforum-discuss_openspaceforum.net) wrote:

>

> *-----Original Message-----*

> *From:* [*english at other-news.info*](http://openspaceforum.net/mailman/listinfo/worldsocialforum-discuss_openspaceforum.net)

> *Sent: Tuesday, 7 April, 2015 1:59pm*

> *To: "english" <*[*english at other-news.info*](http://openspaceforum.net/mailman/listinfo/worldsocialforum-discuss_openspaceforum.net)*>*

> *Subject: Other News - It Should be Clear What to Expect from the WSF*

>

>

>

> *[]*

>

## \*It Should be Clear What to Expect from the WSF\* by Roberto Savio

> *Rome, April 2015 – The last International Council (IC) of the World*

> *Social Forum (Mar. 29and 30) in Tunis was characterised by the usual*

> *sequence of three-minute statements, without any conclusions. This*

> *time, the presence of several people who intervened vehemently,*

> *without being members of the IC or representing anyone, added more*

> *confusion.*

>

> *ICs are usually held without any control of participants, often in*

> *inadequate space, with problems of sound and translation. And with the*

> *passing of the years, the numbers of those who question the present*

> *format of the WSF are increasing, with a consensus to postpone the*

> *issue until a serious debate on a future occasion.*

>

> *This time it will be the turn of an ad hoc seminar in Greece, but as*

> *the IC cannot vote and decisions must be taken by consensus, whatever*

> *will come out of the seminar in Greece will have to be adopted by a*

> *full IC. And, because the composition (and chemistry) of the IC*

> *changes every time according to its location, the next meeting will be*

> *held in Montreal in 2017, with scarce Asian, Arab and African*

> *participation. It will be a Latin-American European mix, as it was at*

> *the birth of the WSF, which may be a regression.*

>

> *The debate about the future of the WSF is, as the late Tarzi Vittachi*

> *once said, always about something else.*

>

> *After 15 years, the facts about the WSF are by now well clear. The*

> *Forum is doing exactly what it was supposed to do. It is a meeting*

> *space, where tens of thousands of people meet, share and exchange, and*

> *it is an occasion for taking decisions on common action among*

> *participants.*

>

> *Especially for young people who are meeting for the first time, it is*

> *an exciting experience. The problem is that for those who saw the WSF*

> *as a new actor for a different world, this self-referential formula*

> *does not make an impression in the real world.*

>

> *The first Forum, held in Porto Alegre in 2001, created a wave of*

> *enthusiasm. When, in its wake, a March for Peace “brought together”*

> *110 million people around the world, the /New York Times/ described*

> *global civil society as a “new crucial world player”. There was also a*

> *TV link for a debate among some prominent participants from the World*

> *Economic Forum in Davos (including George Soros), and some*

> *participants from Porto Alegre. Today, this would be impossible.*

>

> *The Forum has never lost its vitality, in all the passages from Porto*

> *Alegre to the various other locations in the world, from Mumbai to*

> *Nairobi, from Caracas to Dakar. Every time, tens of thousands of*

> *people met, discussed and shared how to make another world possible.*

>

> *Variations were due to the local organising committee, to logistical*

> *factors, to financial realities. But the formula of the Forum, by and*

> *large, has kept functioning worldwide and over the years.*

>

> *What has grown is the disconnect between the Forum and the world that*

> *it wants to change. The disasters created by neoliberal globalisation*

> *are now evident to everybody. The loss of legitimacy of the political*

> *system is stronger every day. The inability of the system to resolve*

> *even problems for the survival of the planet, like climate change,*

> *have become common knowledge. The unprecedented growth of social*

> *injustice is now denounced by international organisations like IMF and*

> *the World Bank.*

>

> *However, on all those issues, the WSF does not take any position. It*

> *is frozen in the formula of an open space, not for relating to the*

> *outside world. And the IC is just a facilitator which cannot take*

> *official positions, or propose any vision or plan of action.*

>

> *Some historical analysis may be useful here. The first WSF in 2001 was*

> *created as an anti-Davos, and was intended to be a one-time event.*

> *Then the Brazilian organising committee found itself facing an*

> *unexpected success. Over 50,000 people came. Clearly this was a*

> *movement, and could not be killed.*

>

> *So a ”conference for reflection” was called in Sao Paolo the following*

> *year, and several international or local organisations were invited to*

> *attend. And here came the beginning of the problem. The invitations*

> *were not issued after careful planning, by region or by any criteria.*

> *Those invited were people that the Brazilian committee knew, and in*

> *hindsight it was considered a logical way to proceed.*

>

> *However, during the meeting, the Brazilians realised that it would*

> *have been a mistake to remain the only ones responsible for*

> *continuation of the Forum, and they changed the meeting into the first*

> *International Council (after calling it Committee). So the IC started*

> *as a collection of different people and organisation, without clear*

> *criteria.*

>

> *The IC of the time was attended by very high-level personalities*

> *because the WSF was considered a revolutionary event. But the fact is*

> *that the Charter of Principles that it adopted was not a charter for*

> *any action to change the world – it was simply to allow as many*

> *participants to meet and debate among themselves.*

>

> *The IC was to be only a” facilitator”, so its debate focused on*

> *organisational matters not on issues of policy or vision, because the*

> *IC was not intended to provide vision. The high-level personalities*

> *got bored, and the level of IC was left to activists and*

> *representative of organisations. Over the years, that level has also*

> *been on the decline.*

>

> *It should also be noted that the IC was conceived as a totally*

> *horizontal structure, as is always the case in alternative civil*

> *society – there are no directors, no positions. It is the same formula*

> *as for a number of other global events, like the Indignados in Spain*

> *or Occupy Wall Street in New York, just to recall the two most famous.*

> *The same horizontal formula – no leaders, no spokespersons and no*

> *structure.*

>

> *A very interesting book, “Assault the Sky” by Josè Ignacio*

> *Torreblanca, analyses how the leaders of Podemos, who were part of the*

> *Indignados, debated how to organise without falling into the traps of*

> *the old political system. That political system has been so*

> *discredited that anything which resembles is rejected by the large*

> *majority of militants.*

>

> *It is interesting to note that at the IC in Tunis, a young German*

> *participant rejected any rules in the debate, accusing the IC of being*

> *a bureaucratic organisation which was re-creating the divisions among*

> *countries and copying political institutions.*

>

> *The question is an old one, and comes from colonial times. Can the*

> *oppressed free themselves using the same instruments as the*

> *oppressors? But this opens up another question: is it verticality that*

> *characterises the ills of the political system, or its content and*

> *players? Podemos will give an important answer to this.*

>

> *The IC was therefore also created as a space for dialogue, not for*

> *decisions, but it is a very ineffective dialogue, given the amount of*

> *time given to speakers and the fact that no conclusions are drawn to*

> *avoid privileging some of participants over others. The debate is*

> *intended to make the participants of the IC aware of what others think.*

>

> *But here we enter another problem. The IC is formed, nominally, by*

> *more than 150 organisations but, in reality, perhaps 50 really*

> *participate. Further, at every IC less than half of the participants*

> *are the same as in the following IC, and on each occasion the*

> *newcomers go back to issues which were somehow examined in previous*

> *ICs. Given that note was not taken of previous debates, the solution*

> *on every occasion on which there is clear consensus is to send the*

> *issue to the next IC.*

>

> *The result is that the very few who come to every IC (because they are*

> *funded by their organisations to do so), have become de facto an*

> *organising force, with many rumours of having created a power group*

> *with little transparency.*

>

> *While it was generally accepted that the WSF is not an event, but a*

> *process, horizontality makes this very difficult. In an organised*

> *process, you would expect to pass previous debates and cumulative*

> *wisdom from forum to forum, in order to give to the process more speed*

> *and force. But there is no link between forums.*

>

> *At every Forum, debate at any level starts anew, complicated by the*

> *fact that the organisers of the Forum cannot force panels on the same*

> *issue to join together. In Tunis, there were more than 1,000*

> *workshops, seminars or meetings, several of which were on exactly the*

> *same issue. So every meeting spoke only to its direct constituency,*

> *without hearing the voices of others.*

>

> *Every year there are a minimum of twenty local, regional, thematic and*

> *global forums, with thousands of interventions from academics to*

> *activists, giving an indication of how much collective wisdom gets*

> *lost in the process.*

>

> *In the case of the IC, there is a further problem which has nothing to*

> *do with horizontality. Members of the IC tend to look to it just as a*

> *meeting space. To take assignments at home is judged a statistical*

> *failure. It was the lack of efficiency of the Forum that gave rise to*

> *the creation of commissions which would look into methodology,*

> *enlargement, communication, finance and other issues.*

>

> *When the Commission on Enlargement wanted to reorganise the IC into a*

> *more representative body, it went nowhere. The only support that the*

> *Commission on Communication asked from the IC was that participants*

> *would provide the names of a few journalists known to be interested in*

> *the Forum, but this never happened.*

>

> *Given the gradual dwindling of journalists attending forums, the*

> *proposal to present a list of resource persons (for gender,*

> *environment, indigenous people, etc.) for giving to journalists so*

> *they could find their way around hundreds of meetings to obtain*

> *material to write their articles was dismissed as a way of appointing*

> *spokespersons.*

>

> *In any case, the commission died quietly, without anyone noticing, and*

> *the secretariat of the WSF also closed, because of budget problems.*

> *The organising committee of the Tunis Forum even made it clear that it*

> *had received no contribution whatsoever from the IC.*

>

> *After 15 years, analysis of the WSF would require much more than these*

> *few lines, but the point is very simple. The WSF has no governance*

> *body because the IC was intended only to be at most a facilitator,*

> *whatever this means. The IC is an inefficient body, without a*

> *permanent core, with no acts or rules, which cannot take decisions on*

> *vision and strategy. This is aggravated by the proven fact that the*

> *members do not take any work beside their interventions to its meetings.*

>

> *In the last few months, the debate about the future of the WSF has*

> *again taken force. The proponents for change say that when WSF was*

> *created, neoliberal globalisation was new, and the WSF was necessary*

> *to debate and denounce it.*

>

> *Now this work has been done, and we need to start to act. At the very*

> *minimum, this requires changing the Charter of Principles, and*

> *accepting that the Forum can make declarations on issues that*

> *participants consider relevant.*

>

> *The guardians of the Charter maintain that this would lead inexorably*

> *to a splitting of the movement. But it would be enough to add a quorum*

> *of 80 percent, for example, for any act to be sure of having a mass view.*

>

> *In Tunis, for example, it would have been perfectly possible to have a*

> *unanimous declaration asking the governments of the world to be*

> *responsible for the future of the planet and be prepared to go to the*

> *Climate Conference in Paris in December, ignoring the lobby of the*

> *energy corporations and thinking instead of people’s lives and survival.*

>

> *The same should also have been possible for the International Council,*

> *which would then discuss vision, and become an actor on global issues.*

>

> *This brings us to the real problem. As it is now, the IC is not a*

> *representative body of global civil society because it is not the*

> *result of an organic process. It should reorganise itself radically,*

> *which is a very unrealistic proposal. Ideally, it should be dissolved*

> *and re-created as an IC of the various organising committees of the*

> *World Forum held until now. This would bring diversity, experience …*

> *and legitimacy.*

>

> *This IC would then organise itself to expand by incorporating more*

> *organisations, representatives of a large base (which would bring more*

> *to the fore social movements or organisations such as Greenpeace or*

> *Amnesty International, which have never joined because they did not*

> *find the IC a place to be). Such an IC could then carry out plans of*

> *actions, endorsed by the Forums, for taking positions on global issues*

> *in global events, such as the upcoming climate conference in Paris.*

>

> *This proposal is just an example of the debate that should be*

> *launched. To continue as now and make no changes will leave the Forum*

> *as just a meeting space, very much like the spiritual exercise held*

> *for centuries by the Catholic Church while conflicts and revolutions*

> *were exploding in the outside, real world.*

>

> *Is global civil society in the form of the WSF ready to adopt some*

> *mechanisms of organisation, albeit limited? Is it ready to accept that*

> *to fight the system some kind of counter-system must be organized and*

> *that horizontality has some limits?*

>

> *Without that clear decision, everything will always be about something*

> *else, and we will continue debating issues which are not really*

> *central – like the efficiency of the IC, but efficient for what?*

>

> *\*/\*Founder and president emeritus of the Inter Press Service (IPS)*

> *news agency. In recent years he has also founded Other News*

> *(www.other-news.info/), a service providing ‘information that markets*

> *eliminate’./\**

>

## A de convergence avenir du processus FSM

L'Assemblée de convergence a réuni une centaine de personnes pour discuter de l'avenir du processus FSM. L'Assemblée a débuté vers 9h30 et s'est terminée vers 11h30.

La langue principale utilisée lors de l'Assemblée est le français. La traduction était offerte en simultanée vers l'anglais. Il a été possible d'offrir du soutien en portugais, espagnol et arabe.

**Les questions qui ont été posées à l'Assemblée sont les suivantes**

**Comment le processus est-il utile aux luttes menées ?**

**Comment peut-on créer des liens entre les différents processus FSM ?**

**La consigne a été donnée d'échanger autour de ces questions et d'apporter des critiques constructives.**

**Il y a eu 24 interventions dont les propos sont rapportés ci-dessous :**

Intervenant 1

L'Assemblée a débuté par une intervention de Chico Withaker pour expliquer ce qu'est le processus des forums sociaux et faire un historique rapide de celui-ci.

Intervenant 2 (de France, membre d'une organisation)

Il y a une tentative de construire quelque chose en France, de s’inspirer du processus pour poursuivre la sensibilisation, proposé des activités et des ateliers.Notre organisation regroupe 153 entreprises et rejoint 650 000 personnes sur le territoire français et elle développe des séjours à l'international pour permettre à ses membres de s'approprier les enjeux sociaux.

Intervenante 3 (d'Espagne, du Madrid Social Forum)

We are pushing the Global Square initiative to build up an open space where people from different movement can gather and exchange. It is a different a methodology from the social forum.

Another WSF is possible. We have used the same process and the same frame in all these ten years, but a lot of things happened and new movements started (arab spring, Occupy…) and they developed new methodology. They are talking about different ways to get together.

What do we have in the last WSF and the previous? We have 1000 workshops. But what are they ? To exchange or to listen to some people speaking about some thematics ? We don’t need to come here to listen to speakers, all the information exist already. We have access to all that. Or are we coming here to work together ?

We have to change completely the way we are building the WSF. We need to review the schedule. My idea is to be more open in all the spaces of the sessions. This is also what the new movements are saying. We want that democracy now. We have to start from the convergency and then decide from there how much workshops and groups we need to work on the thematics and then the process leads to decisions. We have to reverse it.

The political space is not open enough. Otherwise, the WSF is not the space for the socials movements.

Intervenante 4 (de Taiwan)

I’m a bit dispointed from my experience. What we really need is exchange posibilities between people. I’m feeling that I’ve come to the university. We have to change our mentally and our technical problem to make it a better Social Forum.

One question : do we need to fly over the world to meet and have such meeting? There are already a lot of information coming locally.

Intervenant 5 (de Tunisie)

I came here by accident. I agree with my friends here. You need to get involved before it’s too late. It will never be too late. We have the chance to move forward and let our thoughts… We need work for the another world and not just listen. Where is the truth of this work. We need to be more effective.

The people making the world worst are not taking a day off, and we must not do the same. It’s our world, how we see it as a citizen. I’m happy to be among this assembly that want to change from their hearth and soul and not just through their lips.

Intervenante 6 (de Tunisie)

I’m proud of my country, they did the FSM even after the attack. It goes well even if there was some logistical issues. I just wanted to tell how it’s important and that Tunisia might change because of the WSF.

Intervenante 7 (de Tunisie, membre du comité d'organisation)

This WSF want to talk about dignity and is an important issue for the Tunisian.

I want to talk about the logistic commission who had a lot of difficulty and that results in this chaos. I want to apologize for the organisation and the volunteers that are working here. They were supposed to do other things, but they were not briefed correctly. I’m suggesting for the next Forum the people who are suppose to manage that and assure transparency of the process and focus more on this aspect.

Welcome to Tunisia!

Intervenante 8 (du Maroc, professeure, membre d'une association féministe)

Je défends les droits de la femmes pour de meilleurs droits et une meilleure démocratie. C’est la première fois que j’assiste au FSM. Et j’assiste aussi aux différentes réunions mondiales.

Ce FSM est très important pour moi. Surtout que le WSF se déroule en Tunisie que je salue pour leur courage et leur persévérance. Le terrorisme n’a pas de religion, n’a pas de pays, disons non au terrorisme.

Je veux dire que je suis venu du Maroc pour partager des opinions. On respecte toutes les religions, toutes les langues, toutes les couleurs. Mais je n’ai pas apporté mon drapeau, j’ai tout simplement apporté avec moi le stylo et le papier pour décrire ce qui se passe dans les ateliers, mais j’ai été surprise car beaucoup de gens scandent des slogans,affichent leur drapeau. …

Et quand j’ai porté le drapeau, j’ai été agressée. Ils étaient des hommes. Avec ma volonté, j’ai défendu avec ma voix, ma nation pour vivre en égalité. Nous n’étions pas protégé et en sécurité pendant le FSM.

J’ai une recommandation, nous ne sommes pas divisés par les langues et la religion. On a besoin d’une union pour une mobilisation.

Intervenant 9 (du Canada, membre du Collectif pour FSM Montréal 2016)

Revenir sur l’esprit du FSM pour faire suite sur ce qui s’est dit depuis une heure. Nous sommes présents pour se rassembler pour dépasser nos clivages, nos frontières. On veut construire un monde meilleur ensemble.

Je remercie les Tunisiens d’avoir ouvert cet espace de dialogue.En solidarité avec tous les peuples du monde entier. Notre proposition en est une de processus.

Premier FSM dit dans un pays du Nord. Mais selon nous, cela donne une grande opportunité. Il faut se rassembler et s’unir, mais la fracture nord sud ressurgit. C’est un monde mal développé. Le Canada n’est pas un modèle de développement. En ce moment il y a des milliers d’étudiants en grève. Sur la question environnementale, le Canada fait figure de pire. Il y a des mouvements qui s’organisent, mais il manque cette portée internationale. On organise un des FSM pour donner une voix à ces mouvements. Nous pensons qu’aujourd’hui nous avons besoin de cette énergie pour dynamiser les mouvements du Nord dans la solidarité internationale et faire des gains au Nord. Il faut agir dans les pays du Nord. C’est pourquoi on travaille sur la proposition de Montréal et que le FSM aura un impact important et positif.

Certains éléments caractéristiques de notre approche : lié l’art et la culture au processus pour ouvrir la porte à la diversité des groupes, mais aussi des modes d’expression. Nous voulons également proposer des méthodologies plus ouvertes pour élaborer des stratégies d’actions plus efficaces. Il faut arriver à avoir des méthodologie inclusives pour alimenter le processus. Pour faire ce lien entre les mouvements du monde entier et pousser plus loin le processus qui peut donner un élan au processus global des FSM.

La question de la communication, du réseautage, de l’Internet pour favoriser l’interconnexion. L’important est de connecter les mouvements de partout sur la planète et de passer du local au global. Et nous voulons utiliser cet avantage pour interconnecter les groupes.

C’est également une façon de dépasser le pouvoir discrétionnaire que s’octroie les États avec les visa, de bloquer les personnes au profit des capitaux. Une campagne sera menée à cet égard.

Intervenant 10 (de France, d'une association de professionnels)

J’ai participé au premier FSM de Porto Alegre. Je crois qu’il faut se rendre compte du chemin parcouru. Je le dis d’autant plus facilement que c’est un processus compliqué (exemple d’un Forum social européen) à cause de la lourdeur politique. Cela a créé des tensions qui ne supportaient pas la présence de d’autres syndicats. On rompt avec toute une histoire politique et il faut imaginer le poids et les barrières qu’il faut dépasser. On est en train de modifier les termes politiques et cela demande du temps.

Je viens d’un pays ou la politique d’aujourd’hui n’a plus rien à voir. Nous ne sommes plus dans la construction politique, mais de la communication politique. Cela veut dire qu’il faut faire avec les salariés et les individus puissent intervenir dans le FSM et être considéré comme des acteurs du processus. Ainsi, dans les activités de notre association, nous proposons de participer à un FSM dans cet esprit social. C’est un réseautage qui passe par la rencontre physique. On en revient avec de l’humain, des échanges, des contacts qui est fondamentale.

Intervenant 11 (de France, d'une organisation syndicale)

Ce qui me frappe une nouvelle fois ici, c’est une grande perte d'énergie. J’ai du mal à voir une vue d’ensemble du FSM à cause de ma propre implication dans l’organisation par le biais de mes propositions d'atelier. L’événement est tellement vaste qu’il est difficile d’avoir un point de vue.

C’est très stimulant de voir l’animation du FSM, mais il y a un moment où les problèmes logistiques deviennent politiques. Les mouvements sociaux dans le monde sont en difficulté. En Europe, le forum social n’existe plus et au niveau Europe, il n’existe aucun espace commun.

A-t-on les moyens de participer dès l’année prochaine sur un autre continent? J’ai envie de dire que c’est le coin le plus éloigné du monde et je vois que cette salle est très monocolore et je suis assez inquiet de ce prochain forum. La question des visas est redoutable. Et cela sans doute contraindre des milliers de personnes à ne pas se déplacer.

Je pense que nous avons le devoir de rechercher à être plus efficace quand nous nous rencontrons. Lorsque qu’on fait beaucoup d’efforts et qu’on perd du temps au niveau logistique. Est-ce qu’il faut faire des forums sur différents continents ? Faut-il le faire en même temps que Davos ? Le problème médiatique est important également. Comment est-ce qu’on essaie pour faire des pistes pour être plus visible et plus efficace ?

Intervenant 12

It’s a privilege to be here. It’s my first time here in a WSF.

An event as big as this, we have to expect some trouble. Money is not in vain. We have to look at the things that look good. We picked about 8-10 workshops, there was not enough signs, you don’t know where to go, and we need to make improvement

We can think about what to do in the next social forum. Hopefully, we can improve and see the positive and make sure it is better each time.

Intervenant 13 (du Maroc, membre d'une association)

Une délégation d'environ 60 personnes s'est formée et c’est un honneur pour moi d’être parmi ces militants. C’est ma 3e participation à un FSM et j’ai constaté qu’il n’y a pas de capitalisation en matière d’organisation. Les erreurs sont répétées. Je souhaite parfaitement de ne pas répéter et ces lacunes dans les futurs FSM pour faciliter aux gens qui sont venus de partout dans le monde pour bien profiter de la journée pour lutter pour un autre monde.

L’objectif et la philosophie des FSM est : un autre monde est possible. On cherche l’alternative à la domination du néolibéralisme, on doit renforce nos efforts et favoriser l’union des cultures, des genres et lutter pur plus d’égalité, plus de justice et plus de démocratie.

Je répète qu’il est nécessaire que tant qu’il est possible de trouver. Il est difficile de préparer un autre pacte qui va développer celui de Porto Alegre. C’est le moment opportun pour les responsables du CI de prendre un temps d’évaluation et de requestionner et redéfinir les objectifs d’un FSM et proposer un espace plus attirant et plus efficace. Cela implique le droit de parler librement et non un espace d’agression. Si nous n’avons pas le choix de trouver une autre solution, il est nécessaire et souhaitable. Il faut protéger le FSM, car il devient de plus en plus politique (même s’il y a toujours une façon directe ou indirecte).

Tant qu’il est possible de trouver une alternative, il est souhaitable de respecter la liberté d’expression et je dénonce les agressions qui entravent les gens à parler librement !

Intervenant 14 (de l'Espagne, membre d'une organisation syndicale)

Deux choses seulement : une nécessité de changer la dynamique du Forum. Les conclusions du FSM pour agglutiner toutes les activités. Beaucoup d’activités qui travaillent les mêmes choses. C’est absurde de proposer des ateliers sur les mêmes sujets.

Il y a des villes du Brésil qui veulent organiser le prochain FSM : Porto Alegre et la cité de Recife avec la participation et la collaboration de l’État. Il y a de la difficulté à aller au Nord et ce sera difficile d’aller à Montréal. J’aime le Québécois, mais il y a la problématique.

Intervenante 15 (du Canada)

Je ne suis pas membre du Collectif mais je tiens à le remercier les membres du Collectif pour leur travail acharné depuis deux ans.

J'ai été impliquée dans le FSP, qui a eu lieu à Ottawa l’an passé qui a permis de rassembler le Canada, le Québec et les Autochtones. Le Canada semble prêt au niveau logistique et au niveau du programme. On veut recevoir les gens chez nous. On peut faire confiance au Collectif pour travailler sur le VISA.

Le FSM, à la base, est un processus horizontal où beaucoup de chose se passe sur le trottoir, un processus qui occupe l’espace public et qu’on peut attirer des gens qui ne sont pas déjà sensibiliser. C'est dans la rue que l'on peut former et informer les gens également.

On a besoin de partager et d’échanger. C’est une expérience qui le permet à une échelle globale. Essayons de remettre en question nos pratiques actuelles de discussions pour favoriser davantage cet aspect.

Intervenant 16 (de France, membre d'une organisation)

Je suis impliqué dans les forums sociaux locaux. Et je suis un des animateurs du site wsfcontactiva qui s’est construit pour que les responsables d’activités des FSM puissent restituer ce qui s’est déroulé dans les ateliers. Les responsables peuvent ainsi rendre disponible ce qui s’est déroulé.

En France, il y a un grand souci actuellement. On fait face à de grandes menaces, car la solution nationaliste apparaît comme une solution qui peuvent sortir de la crise. Et les mouvements sociaux ont besoin d’un mouvement international qui soit capable d’être une référence qui pèse et qui compte. Mon bilan, aujourd’hui, est que le FSM n’est pas une référence pour les peuples du monde.

On aurait besoin aujourd’hui que le FSM devienne une sorte de référence sur un paradigme totalement différent. Comment fait-on pour prendre une direction ? Il faut s’interroger sur ce qu’est le FSM aujourd’hui. On dit que c’est un processus et c’est vrai, mais ce processus, pour des raisons historiques de jeunesse, s’est bâtit au fur et à mesure et il s'est vécu comme un espace moment, y compris dans les milieux militants activistes. Si c’est seulement un moment, presque que comme un rituel, on ne construit pas cette référence. On n’a aucune chance de faire avancer notre vision des choses

Deux questions : comment fait-on pour que le FSM devienne une référence ? Comment fait-on passer l’évènement à un processus ?

Intervenante 17

J’étudie le FSM. Je constate de plus en plus qu’on ne propose plus d’alternatives. Les gens viennent et font des constats sur des thématiques. Je me pose la question : est-ce qu'on assiste à un épuisement d’idées ? Est-ce lié au contexte ? J’aimerais bien qu’on essaie de s’intéresser davantage aux alternatives. Il faut trouver d’autres moyens de militantisme et aussi par rapport aux acteurs altermondialistes.

Intervenant 18 (du Brésil, membre du Conseil international)

Le FSM est toujours en invention. À chaque FSM, on apprend pour le prochain, mais c’est un chemin lent, car on fait face à de vieilles habitudes.

Ainsi, après le premier Forum on ne s’attendait pas au nombre de personnes qui sont venues. C’est à partir de cette expérience que la Charte de principes a été reprise. Dans cette perspective, nous avons inventé une espèce de structure qui pourrait orienter le processus. Tout le monde exigeait un second Forum. On pensait déjà des forums régionaux même.

Nous avons nommé cette structure le Conseil international, mais les vieilles habitudes demeurent et les organisations sont rentrées dans cette structure, car elle avait un pouvoir.Le CI décide du lieu du prochain FSM. Sauf que le CI est perdu, il était très organisé et maintenant, doucement il se défait, car il n’est pas ce que les gens pensaient qu’il devait être. On doit faire l’euthanasie de cet éléphant blanc moribond et créer un autre truc et inventer une autre façon de prendre des décisions sur le Forum.

En ce moment, il y a une réunion du Conseil sur deux jours. On ne sait pas comment il se déroulera, car il n’y a pas de solutions. On n’a pas vu comment faire. Le Comité d’organisation du Forum. Ce sont des Comités de facilitation. Il n’y a pas de directions.

Demain, on va se demander comment décider où sera le prochain. Il y a plusieurs idées. Une chose qui est venu de ce processus, les dates de Davos ont été perdues. Il y a eu un petit glissement à Dakar pour des raisons logistiques. Les dates de Davos permettent d’exister et de faire circuler les idées.

L’année prochaine il y a la proposition de faire un événement commémoratif des 15 années du Forum social pour montrer que le processus existe toujours. Un événement qui prendrait les bonnes idées lancées ici; une sorte de grand séminaire des organisateurs, ou facilitateurs, pour recueillir et voir comment nous pouvons continuer.

Le problème pour nous est de m’assurer que l’énergie pendant le FSM soit continuelle.

Intervenant 19 (de l'Allemagne)

We all want to change the world and have a new kind of world. We already know that just changing the Government is not enough. It doesn’t help the government to be more effective, it doesn’t help to hold government to meet and prepare some declaration and proclaim they will apply the measures…

So, why do we have such a committee that is another Government. We have to be different, we have to change us and what we do. We need to start ourselves. We have to do it. We can’t be more efficient. A large number of groups are attending but there are lot of people. First, they meet, then organise everything.

That’s how changing the World is working, by doing it and that’s what Global Square tries to do at all time, not only during the WSF.

Intervenant 20 (de France)

Je voudrais féliciter le peuple tunisien pour l’organisation des deux derniers FSM. C’est facile de relever les imperfections qui auraient pu être surmontées. Un cahier de charge par exemple, pour l’ensemble des organisateurs.

Mais l’essentiel, c’est un miracle de nous permettre de se réunir avec beaucoup moins de contraintes.

Je félicite les amis du Canada et du Québec et qui se mobilisent de façon exemplaire et prendre acte des efforts être faits. Mais il faut qu'ils puissent s’assurer que les gens n’auront pas de difficulté pour aller chercher le VISA. Comment peuvent-ils les aider à se rendre ? Ce sont des défis importants et nous devons être solidaires de cet effort.

Si on devait être assez original et novateur, nous aurions pu faire une pétition pour tenir le prochain FSM à Athène, car les enjeux mondiaux se déroulent là-bas. Il faut réfléchir sur les mécanismes permanents du FSM. Le fait de revenir tous les ans à Davos. Il faudrait que le FSM puisse avoir une structure légère qui puisse alimenter les processus de facilitation.

Il est temps de remettre en cause l’ONU également et le FSM pourrait réorganiser le monde en trois blocs : Enlever le siège de New York  Créer des macros régions

Intervenant 21 (des Pays-Bas)

Another World Social Forum is possible and is already happening.

We organise it after the big national event. There was no process and continuity after that. In response to this we had an interesting to just continue it the people from our city. We create an open space, with an open agenda to talk about our activities. It’s on a small scale, but we stick to the principles of the WSF.

I think if we really these principles are important. We can discuss will always be on discussion. We have to apply them, for example, the budget of this forum is not clear. The decision process (just to decide where the next one is) is not clear. But our experience proves it’s possible.

Their candidacy seems very open to try this. It will be hard, but it is possible. With the experience of the US Social Forum and the People Social Forum, there’s different things going on. I think people should just go to the International Council (siège de l’UGTT, vers 9h-10h).

Intervenant 22 (de Géorgie, mais immigré en Italie)

Les vraies personnes qui ont souffert et qui sont pauvres ne sont pas représentées dans le FSM. Je ne suis pas content de voir comment se structure le FSM. À mon avis le forum social doit être une assemblée. Il faut que le FSM devienne un mouvement qui se construit d’année en année et que l’événement devienne un moment de rencontre.

La préparation doit être menée à l’avance et d’essayer de détruire la hiérarchie au sein du FSM. On reproduit le même modèle de la société ici.

Aussi, faire attention au nationalisme, au drapeau et travailler sur l’aspect des peuples plutôt que le côté nationaliste.

Il y a un problème d’accessibilité pour assurer la représentation des plus pauvres. Il faut sortir de la misère et il faut trouver une solution mondiale.

Intervenant 23 (de l'Algérie)

Le message que nous voulons envoyer à tout le monde, c’est que l’Algérie ne laisse pas la Tunisie toute seule.

Le second message que nous dénonçons le fait que des Palestiniens n’ont pu circuler et venir. J'ai un contact direct avec les Palestiniens, nos frères et nous pourrons vous donner des détails sur comment cela s’est déroulé.

Intervenant 24 (de la Tunisie)

La plupart utilisées sont l’anglais et en français. Nous constatons que des problématiques importantes se posent toujours quant à la circulation des gens.

Personnellement, je trouve que les stratégies demeurent théoriques. Il faut passer à la pratique. L’important est l’exécution des programmes et l’application des propositions.

Il existe plusieurs problèmes d’intégration. Il n’existe pas de mécanisme clair et efficace pour unir les différentes problématiques. Le vrai problème se situe donc au niveau de l’application de ces plans d’action tracés.

Merci d’avoir participé !



Mimoun Rahmani

## Les dérives du Forum social mondial. Vers la fin du processus ? par Mimoun Rahmani

20 avril

**Genèse du FSM**

Le Forum social mondial (FSM) est né suite à l’émergence du mouvement anti-[mondialisation](http://cadtm.org/Mondialisation) pendant les années 1990, notamment le soulèvement des zapatistes contre l’ALENA en 1994, la campagne contre l’Accord multilatéral sur l’investissement (AMI) en 1998 et la grande mobilisation en 1999 à Seattle contre le sommet de l’[OMC](http://cadtm.org/OMC-Organisation-mondiale-du), avec près de 50 000 participants venus du monde entier.

C’était un contexte politique et idéologique marqué par le démantèlement du Mur de Berlin et la fin de la guerre froide ayant entraîné l’hégémonie des États-Unis et de l’idéologie libérale, mais aussi par l’émergence des mouvements sociaux en lutte contre les politiques ultralibérales dictées par les Institutions économiques internationales ([FMI](http://cadtm.org/FMI%2C786), [BM](http://cadtm.org/Banque-mondiale%2C961), [OMC](http://cadtm.org/OMC-Organisation-mondiale-du)) dans le cadre du Consensus de Washington.

Les ennemis du FSM étaient donc bien identifiés : le Forum économique mondial de Davos, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l’organisation mondiale du commerce, les multinationales, les États-Unis en tant qu’empire…

La charte de principes de Porto Alegre définit le FSM comme étant « Un espace ouvert de réflexion, de débat d’idées démocratiques, de formulation de propositions, d’échange d’expériences et d’articulation en vue d’actions efficaces entre les mouvements sociaux et organisations de la société civile qui s’opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d’impérialisme… »

Le Forum social mondial n’est donc pas un simple événement de débat d’idées et de proposition d’alternatives au néolibéralisme. Il est aussi un processus continu qui vise la construction d’actions communes à l’échelle planétaire. En d’autres termes, le FSM devra jouer le rôle de catalyseur des luttes sociales, rendre les luttes plus visibles, dans l’objectif global de renforcer la lutte commune contre le néolibéralisme et, d’une manière générale, contre la [globalisation](http://cadtm.org/Globalisation) capitaliste, afin de contribuer à inverser les rapports de force au niveau mondial.

Cependant, le FSM connaît des dérives de plus en plus graves qui l’ont « réduit à l’insignifiance » |[1](http://cadtm.org/Les-derives-du-Forum-social#nb1)|, faisant de cet espace une simple foire internationale des associations et ONG de développement. Commercialisation à outrance au sein de l’espace du Forum, sous-traitance de certains aspects de l’organisation à des sociétés privées, frais d’inscription élevés, présence de délégations officielles et des intégristes islamistes, financement du Forum par des gouvernements antidémocratiques et d’autres sources de financement incertaines, enregistrement d’activités en totale contradiction avec la charte de principe du FSM…

S’ajoute à cela la crise interne que connaît le Conseil international (CI) du FSM dont les commissions ne sont plus opérationnelles, ni d’ailleurs le groupe de liaison qui jouait le rôle de coordination entre les commissions et préparait les réunions dudit conseil. Les décisions sont le plus souvent préparées à l’avance par une minorité qui contrôle le CI, essentiellement des membres des grandes ONG dont la présence et l’influence sont de plus en plus importantes devant la faiblesse des mouvements sociaux et des mouvements de lutte.



**L’espoir de Tunis 2013 évaporé après « Tunis 2015 » !**

Le FSM de Tunis 2013 a donné un nouveau souffle au processus, ou du moins une bouffée d’espoir ! Le processus révolutionnaire et les soulèvements populaires, en Tunisie et un peu partout dans le monde arabe, ont permis de réaliser un Forum plus ou moins réussi en comparaison avec les éditions précédentes, notamment celles tenues en terre africaine (Nairobi en 2007 et Dakar en 2011). C’est d’ailleurs le bilan positif tiré par le CI qui a poussé ses membres à prendre la décision d’organiser une deuxième édition consécutive à Tunis en 2015. On s’attendait alors à une évolution par rapport à 2013, aussi bien en termes de mobilisation et d’organisation qu’en ce qui concerne l’implication des mouvements sociaux de lutte et l’articulation entre les mouvements en vue d’actions communes concrètes. Malheureusement le résultat obtenu a été décevant, malgré les très bons débats dans certains ateliers et les conclusions intéressantes de certaines assemblées de convergence ayant proposé des dates d’actions communes |[2](http://cadtm.org/Les-derives-du-Forum-social#nb2)|.



**Les dérives du FSM 2015**

La 13e édition du FSM avait comme défis d’assurer une participation importante, autant que celle de 2013, de faire converger les luttes des mouvements sociaux, en particulier au niveau de la région qui connaît une ébullition de mouvements de contestation : mobilisations contre l’exploitation de gaz de schiste en Algérie, mouvement des enseignants en grève en Algérie et en Tunisie, lutte des diplômés chômeurs pour leur droit au travail… Et les soulèvements populaires en Afrique (Burkina Faso, Togo, Congo…), en Europe (en particulier en Grèce et en Espagne) et en Amérique latine. Le 3e défi était celui de faciliter la construction des agendas communs contre les Institutions financières internationales et le système [dette](http://cadtm.org/Dette%2C970), contre l’exploitation des ressources naturelles par les multinationales, contre les traités néo-libéraux de libre-échange, contre la régression des droits humains les plus élémentaires, contre la violence envers les femmes, pour la justice climatique et la souveraineté alimentaire, pour la justice sociale et la paix… Le 4e défi était d’ordre organisationnel et de sécurité, c’est-à-dire assurer une qualité requise d’organisation et d’interprétariat et éviter les violences et les perturbations que peuvent causer les affrontements d’ordre politique comme cela s’est passé lors des éditions précédentes.

À l’approche du FSM les craintes grandissaient et une partie d’entre elles se sont confirmées. D’abord sur la question de la mobilisation, malgré l’inscription d’un grand nombre d’organisations (plus de 4000) et pas moins de 1200 activités enregistrées, la participation a été plus faible qu’en 2013. Les estimations du comité d’organisation sont de l’ordre de 45 000 participants mais c’est un chiffre assez surprenant et certainement « gonflé » ! Il n’a été basé ni sur le nombre de badges distribués ni sur les inscriptions confirmées.

Un autre aspect qui mérite d’être souligné ; à savoir la quasi incapacité des mouvements réellement en lutte de participer à ce Forum. Certes, il y a eu des débats sur la Grèce, sur l’Espagne, sur les mouvements de protestation actuellement en Afrique (au Burkina Faso, au Togo, en Congo...) mais ces mouvements de lutte, et d’une manière générale ceux qu’on appelle « les nouveaux mouvements » n’étaient pas présents.

Le 27 et le 28 mars une trentaine d’assemblées de convergences étaient programmées. Cependant des ateliers autogérés ont été organisés en parallèle. C’est ce qui justifie la faible participation dans les assemblées. Cette méthodologie n’a pas facilité les convergences.

Il est par ailleurs important de souligner que certains contenus de quelques activités étaient en contradiction totale avec la charte de principes du FSM : des organisations qui défendent les agendas de la Banque mondiale, la tenue d’activités qui défendent les accords de partenariats entre l’UE et les pays de la rive Sud de la Méditerranée, d’autres qui parlent entrepreneuriat en économie solidaire, etc. Le programme du Forum a été lui aussi sponsorisé par des entreprises tunisiennes (TUNISIE TELECOM, TUNISAIR, TRANSTU…). S’ajoute à cela la forte présence des religieux islamistes qui distribuaient des livres de propagande religieuse gratuitement ! Ainsi que des partis islamistes dont le parti marocain « Justice et bienfaisance » qui tenait même son stand à la faculté de droit !



La présence d’une forte délégation pro-régime algérien (environ 1200 participants pris en charge par le gouvernement) et d’une délégation officielle marocaine ont paniqué le Forum et perturbé la tenue de certaines activités. Le comité d’organisation devait faire une conférence de presse le 27 mars au matin pour dénoncer les violences causées par la délégation algérienne (sans toutefois citer la délégation officielle marocaine !) mais ladite conférence a été perturbée par cette même délégation.

Un autre très gros problème : l’interprétation. Le comité d’organisation tunisien a préféré former un groupe de volontaires locaux, notamment des étudiants de langues et des enseignants de traduction sans toutefois faire appel à l’expérience et l’expertise du Réseau Babels reconnu par son expérience, sa compétence et son implication politique dans le processus du FSM et qui a jusqu’ici assuré l’interprétation des différentes éditions du FSM. Le Comité local, ayant jugé que les interprètes de Babels sont « coûteux et exigeants ! » s’est contenté des volontaires qui ont très peu d’expérience et dont le nombre était très insuffisant. Cette démarche a amené le Réseau Babels à prendre la décision de boycotter le FSM Tunis 2015 |[3](http://cadtm.org/Les-derives-du-Forum-social#nb3)| . Par ailleurs les conditions de travail pour les interprètes étaient très difficiles (pas de matériel adapté, pas de *per diem*, pas de nourriture…) ce qui les a poussés à observer une grève l’après-midi du 27 mars au moment même où se tenaient certaines assemblées de convergence.



**FSM Tunis 2015 : un Forum anti terrorisme !**

Après l’attaque du Musée de Bardo de Tunis le 18 mars ayant fait 22 morts, le comité d’organisation du FSM s’est réuni en urgence et a fait un communiqué dans lequel il annonçait le maintien de la tenue du Forum, et sa décision de changer l’itinéraire de la marche d’ouverture du Forum qui partira désormais de la place Bab Saadoun en direction du musée du Bardo sous le mot d’ordre « Les peuples du monde contre le terrorisme » ! Le communiqué parlait également de la création d’une commission au sein du conseil international pour la rédaction de « la charte internationale altermondialiste du Bardo de lutte contre le terrorisme. »

Dès lors, le FSM s’affichait en événement antiterrorisme et les médias tunisiens ne parlaient que des altermondialistes qui viennent en Tunisie pour « dénoncer le terrorisme » ! Heureusement, plusieurs membres du CI du FSM et d’autres activistes internationaux ont réagi rapidement et exprimé leurs inquiétudes. Une réunion des mouvements sociaux internationaux avec le comité d’organisation, tenue le 22 mars, a permis de clarifier les choses et de se mettre d’accord sur le slogan de la marche d’ouverture : « Les peuples du monde unis pour la liberté, l’égalité, la justice sociale et la paix, en solidarité avec le peuple tunisien et toutes les victimes du terrorisme et toutes les formes d’oppression ». Les mouvements sociaux ont refusé que le FSM soit considéré comme un événement contre le terrorisme et ont précisé qu’il y a en fait plusieurs formes de terrorisme et que le terrorisme est nourri par l’impérialisme international.

Malgré ces clarifications la marche d’ouverture était en globalité une manifestation contre le terrorisme, tel que rapporté d’ailleurs par la presse et les médias tunisiens qui annonçaient que les organisations de la société civile internationale manifestent à Tunis contre le terrorisme !

La question du terrorisme qui s’est invité dans le débat (y compris à la réunion du CI du FSM) montre bien qu’au sein du FSM lui-même il y a ceux qui se mettent dans le sillage de l’impérialisme et ceux qui le combattent.



**L’avenir du FSM ?**

Il est clair que le Forum social mondial est en crise actuellement, de même que son Conseil international. Il a été récupéré par les défenseurs d’un « libéralisme à visage humain ! », ceux qui considèrent le Forum comme un simple événement. La lutte contre le système capitaliste n’est pas à l’ordre du jour et ne constitue pas un agenda commun des différentes composantes de la dynamique du FSM. L’avenir du processus est donc incertain !

En d’autres termes, le FSM est replié sur lui-même et ne vise plus à faire contrepoids au Forum économique mondial de Davos ou quelque autre instance du néolibéralisme. Il n’a plus d’objectifs en termes d’ennemis à combattre. Et pire encore, il se met sous le giron de l’empire (cf lutte contre le terrorisme). En fait, il n’a plus de boussole politique.

En outre, le FSM n’est jamais parvenu à être réellement un Forum où s’expriment les mouvements de lutte. Seules les organisations structurées parviennent à financer le déplacement de quelques militants. C’est très rare qu’on pense à ceux qui sont sur le terrain.

[L’Assemblée des mouvements sociaux](http://cadtm.org/Declaration-de-l-Assemblee-des%2C11449) (AMS) qui était le dernier moment du FSM pendant les premières années, et qui appelle à chaque édition à des journées d’actions et de mobilisations à l’échelle mondiale, a été vidée de son sens par la stratégie et la méthodologie mise en place par le CI. Elle est désormais marginalisée et placée au même niveau que les autres assemblées de convergence ! L’idée était justement de casser la dynamique de l’AMS qui se positionne concrètement dans le champ des alternatives à la globalisation capitaliste. Et les mouvements sociaux eux même ont contribué à cela par leur repli et leur désintérêt, notamment certains grands mouvements internationaux ayant initié cette dynamique.

Les mouvements sociaux, en particulier ceux qui composent l’AMS, ainsi que les différents mouvements qui luttent à l’échelle planétaire pour la justice sociale, sont appelés à plus de coordination et de concertation en vue de la lutte commune, au-delà même du FSM, pour renforcer la lutte contre la globalisation capitaliste en vue d’un autre monde plus juste et plus équitable.

*Photos Mikaël Doulson Alberca*

**Mimoun Rahmani** est membre d’ATTAC/CADTM Maroc et représentant du Réseau CADTM international au CI du FSM.

[Share on email](http://cadtm.org/Les-derives-du-Forum-social) [Share on print](http://cadtm.org/Les-derives-du-Forum-social) [More Sharing Services](http://cadtm.org/Les-derives-du-Forum-social)

##### Notes

|[1](http://cadtm.org/Les-derives-du-Forum-social#nh1)| [*Le Forum social mondial réduit à l’insignifiance*](http://www.medelu.org/Le-Forum-social-mondial-reduit-a-l), Emir Sader, sociologue et politiste brésilien

|[2](http://cadtm.org/Les-derives-du-Forum-social#nh2)| Voir notamment la [déclaration de l’Assemblée des mouvements sociaux](http://cadtm.org/Declaration-de-l-Assemblee-des%2C11449)

|[3](http://cadtm.org/Les-derives-du-Forum-social#nh3)| Voir communiqué du réseau Babels : <http://www.babels.org/spip.php?article565>

### Auteur





Mimoun Rahmani Secrétaire général adjoint d’ATTAC Maroc, est membre d’ATTAC/CADTM Maroc et représentant du Réseau CADTM international au CI du FSM.

### Autres articles en français de Mimoun Rahmani (20)

* [« Le Forum Social Mondial appartient au mouvement altermondialiste dans son ensemble, et il doit se l’approprier… »](http://cadtm.org/Le-Forum-Social-Mondial-appartient)

15 février, par Mimoun Rahmani , Sergio Ferrari

* [Rapport de la cour des comptes sur la dette publique](http://cadtm.org/Rapport-de-la-cour-des-comptes-sur)

28 avril 2014, par Mimoun Rahmani

AC Communs

## Assemblée de convergences Communs ,Autogestion vers la construction de reseaux internationaux

**FSM Tunis 2015**

De nombreuses organisations étaient présentes aux ateliers.avec des expériences relatées d'Amerique Latine (Venezuela,Argentine),Algerie,Tunisie,France,Grèce, Allemagne, Italie,Inde.

Nous avons essayé de dégager les points communs de ces expériences.

-Tout d' abord nous pensons que les gens qui luttent pour les biens communs,entreprises recupérées,autogestion,services publics démocratisés, lutte contre l 'accaparement des terres,Bien Communs universels,Biens Communs de l Humanité...sont dans le même processus d'appropriation sociale,ils se battent tous contre le droit dominant du Capitalisme:le droit de propriété et tentent d'imposer un autre droit celui du Commun qui substitue au droit de propriété ,le droit d'usage, droit d''acces.

-Il n'y a pas de Commun par essence,en soi,ce qui est Commun est defini par un processus social d'organisation démocratique et solidaire avec lequel on pourrait organiser la société différement c'est un projet alternatif remplaçant la concurrence libre et non faussée diktat du capitalisme.

Il nous semble primordial que toutes ces expériences d' autogestion,de Communs par delà leurs spécificités communiquent,creent des réseaux internationaux afin que ces expériences participent d'un projet alternatif.

-Quelques points communs à discuter,approfondir notamment dans le cadre des entreprises recupérees :

1-la democratie à l interieur de l'entreprise et avec les parties prenants?

2-Comment lutter contre la pression des marchés ?

3-Quelles institutions,quels changement juridique,quel Etat pourrait aider ces expériences ,les légaliser dans certains pays,et leur donner la capacité de se pereniser ?

-Sur les Communs ,une proposition a été faite sur les biens Communs de l'Humanité incluant notament la culture ,la sante....Un Commun de protection sociale universelle pourrait regrouper l'ensemble des droits sociaux pour chaque individu sur terre.

-La question de l'Etat et des services publics a été au centre des débats notamment,comment ameliorer,democratiser les services publics afin qu'ils deviennent des Communs.Il ne s'agit pas d'opposer Communs et services publics,mais plutot de s'appuyer sur les acquis des services publics

et de les democratiser dans leur gestion ,orientation...

-Sur la question de l'Etat:il ne peut s'agir d'un Etat centralisé decidant tout d'en haut mais un etat qui favorise les constructions sociales du Commun et non le droit privé.

Au stade actuel deux propositions sont en debat :

-la planification démocratique et ecologique

-La federation permettant la mise en réseau et coordination de l'ensemble.

-Tous les textes contre le libre échange tafta,tisa preconisent de remplacer la concurrence libre et non faussée par une société des Communs,il est temps de s'attaquer concrètement à dessiner le contour de cette société des Communs par une mise en reseau et la construction credible de ce projet alternatif.

 -Toutes les expériences pre- cités sont souvent à la marge l'objectif d'un ou de réseaux internationaux sur ces questions, serait de passer de la marge au cœur de la société et remplacer le droit de propriété par le droit des Communs et de créer un projet alternatif,une societé des Communs.

**Calendrier des differentes rencontres internationales sur Communs et autogestions :**

-Rencontre europeennes sur Communs et autogestions 12 et 13 juin 2015 à Rome

-A l'automne rencontre sur institution et commun au parlement européen

-Au Venezuela, Enjeu et Défis de la 5 ème rencontre internationale de l'économie des travailleurs du 22 au 26 juillet

-2ème conférence internationale à Cuba sur les Communs: « Avec Tous, pour le bien de Tous »

du 25 au 28 janvier2016

## AC Grèce Construisons une autre Europe

L'assemblée de convergence réunie ce 28 mars dans le cadre du Forum Social Mondial de Tunis exprime toute sa solidarité au peuple grec en lutte contre l'austérité, pour la démocratie, le changement social et une autre Europe.

L'assemblée est convaincue que les mouvements sociaux grecs comme européens ont un rôle primordial à  jouer et qu'ils doivent se mobiliser dans les semaines à venir pour s'opposer fermement au chantage organisé par les institutions européennes sur le gouvernement et le peuple grec.

Se faisant l'échos de la Déclaration de syndicalistes allemands« La Grèce au lendemain des élections “ une chance pour l'Europe, non une menace »  ([http://wp.europa-neu-begruenden.de/griechenland-chance-fuer-europa/la-grece-au-lendemain-des-elections-une-chance-pour-leurope-non-une-menace](http://wp.europa-neu-begruenden.de/griechenland-chance-fuer-europa/la-grece-au-lendemain-des-elections-une-chance-pour-leurope-non-une-menace/)) et la Délaration de l'Assemblée de l'Alter Summit « Give Greece a chance » (<http://www.altersummit.eu/accueil/article/give-greece-a-chance-259>) soutenue par plusieurs réseaux en Europe, cette assemblée du FSM propose à toutes les organisations sociales, syndicales et politiques :

* d'exprimer lors du **1er mai** notre solidarité avec le peuple grec partout en Europe et appeler à la présence de déiégations internationales ce même jour à Athènes ;
* de se rencontrer le **2 mai à Athènes** pour discuter et décider des actions communes de solidarité;
* de participer activement au **Festival de « Solidarity for All » à la mi-juin**, afin d'en faire un moment important de mobilisation du mouvement social de base en soutien au peuple grec ;
* d'utiliser le **Sommet des Peuples des 8 et 9 juin à Bruxelles** pour informer largement sur la lutte du peuple grec ;
* de mobiliser pour **une semaine d'actions décentralisées au mois de juin** contre l'austérité et en solidarité avec le peuple grec (date à  définir selon le calendrier des négociations entre la Grèce et les institutions européennes) ;
* l'organisation d'une **conférence citoyenne sur la dette en automne** dans une capitale européenne ;
* **un événement social et politique majeur** à  Athènes à  l'automne.

L'avenir des peuples européens est lié à celui du peuple grec. Ensemble nous construirons une autre europe ! C'est maintenant qu'il faut agir !

L'Assemblée de convergence appelle également **le Conseil International du FSM à s'impliquer activement dans la solidarité**avec le peuple, les mouvements et le gouvernement de Grèce “ en utilisant ses outils de communication pour diffuser l'information favorisant ainsi la mobilisation globale.

Dans ce contexte, nous appuyons la proposition de tenir **à Athènes durant le premier semestre 2016, un séminaire stratégique** entre le Conseil International du FSM, les réseaux européens et les acteurs sociaux internationaux.

Tunis, le 28 mars 2015

La coalition française a proposé la tenue d'une large réunion ouverte à Tunis les 23 et 24 mars pour discuter des mobilisations et des stratégies pour 2015 et construire les prochaines étapes. La réunion a été construite de façon à soutenir et renforcer la discussion entre mouvements, ainsi que pour identifier les terrains communs sur la “chorégraphie” de la mobilisation (ses objectifs et ses formes) et également pour fixer quelques règles de base sur lesquelles la coalition française pourra s'appuyer. Nous voulons remercier tou-te-s celles et ceux (participant-e-s, organisateurs/organisatrices, interprètes et facilitateurs/facilitatrices) qui ont contribué au succès de cette réunion.

***Notez dans vos agendas que notre prochaine réunion internationale se tiendra à Paris les 13 et 14 juin***.

**Principales décisions et prochaines étapes**

Les décisions

1/ Appel pour une large mobilisation les 28 ou 29 novembre 2015 dans les capitales quand les mouvements ou coalitions le peuvent et le veulent. L'objectif de ces mobilisations est de mettre en avant les revendications qu'ils portent.

2/ Appel à une mobilisation de masse à Paris le 12 décembre, comme résultat d'une montée en puissance des mobilisations pendant les deux semaines de la COP.

Prochaines étapes

Une prochaine réunion pour discuter de nos stratégies et plans d'action aura lieu à Paris les 13 et 14 juin 2015. Les éléments suivants seront discutés à cette occasion :

\* Continuer à consolider le “récit global” de nos initiatives, en prenant en compte les suggestions de la réunion de Tunis,

\* Avancer sur des propositions concrètes pour la dernière phase de mobilisation, en prenant en compte les règles de base définies par le premier groupe de travail (cf. le compte rendu complet de la réunion de Tunis en PJ),

\* Avancer sur des propositions concrètes pour 2016,

\* Prendre contact avec les coalitions nationales pour discuter des mobilisations pour le début de la COP,

\* Préparer un appel clair à rejoindre Paris pour la dernière phase de la mobilisation,

\* Proposer un questionnaire pour cartographier ce que pourraient être nos initiatives pendant les deux semaines de la COP.

## Reports from the two climate convergencies that took place during WSF in Tunis 2015.

The first one was the self organized climate justice and Dismantle the power of corporation convergence which included 17 seminars covering criticism against false solutions, general criticism and acmapaigning against corporate.

The final assembly of this self organized convergence took place Saturday morning.

This was followed by the official WSF climate convergence of 80 seminars on climate change.  The second report comes from a power point presentation made by the Paris coalition.

These two convergencies that took place in the official WSF programme should not be mixed up with the two day meeting on climate campaigning towards and beyond Paris which took place prior to WSF.

This was more focused on logistics with some main stream NGO politics of quite different nature from what happened during WSF. You find the report and a comment on this two day meeting prior to WSF here: <http://openspaceforum.net/pipermail/worldsocialforum-discuss_openspaceforum.net/2015-April/007996.html>

Tord  Friends of the Earth Sweden

## CLIMATE SPACE SYNTHESIS (presented at the Climate Convergence Assembly)

We know what is going to come out of Paris and its not going to be the system change that we want but more capitalism, more corporate power, more carbon markets, more technofix solutions.

We know what is going to come out of Paris and it is not going to be about leaving fossil fuels under the ground, its going to be ambiguous words about net zero emissions that will open the door to geo-engineering.

So we are prepared to march to Paris like we did in New York but we expect a situation more like Seattle. We need to reset the process of climate negotiations that have been captured by corporations and stop a very bad deal that will burn the planet.

We need to have clear messages and make clear what System Change is for the people and Mother Earth.

System change means to change capitalism, patriarchy, neo-colonialism, anthropocentrism and productivism. System change means to reclaim democracy for the people and not for corporations. System Change is not only to move to renewable energy but to also to low energy society where we stop overconsumption, over production and waste. System Change means to confront free trade agreements like TTIP, TPP, ISDS and the WTO. We need to call for an end to all wars and military intervention.

System change means to leave fossil fuels under the ground and to have clear targets for emission cuts for this decade and the next. System Change is a call to stop false solutions like carbon pricing, climate smart agriculture, REDD +, BECCS, Carbon Capture and Storage, bioenergy, nuclear, synthetic biology, fracking and other false solutions that treat Mother Earth like a thing that can be exploited.

System Change means to end all austerity measure and to cancel the debts imposed to benefit the banks. System change can only be achieved if we transform radically the banking and financial system.

System Change is not going to come from states in collusion with transnational corporations but from people on the ground. It will take all of us, it will take everyone. From small farmers and peasants that are cooling the planet with agroecology and food sovereignty. From indigenous people that preserve Mother Earth and implement community conservation. From citizens that confront coal plants in their communities. From students that are promoting disinvestment from fossil fuels. System Change is not something that will happen in the future. System change is something that we are building now and here.

Our strategy is not to wait for Paris to see what happens. We are saying now and before Paris: We don’t trust the UNFCCC and the corporations that have captured the process. We are going to mobilize before during and after Paris to make clear demands and if we are faced with an agreement that will allow corporations to continue business as usual and burned the planet, we will bring the spirit of Seattle to Paris.

**We in the climate Space sessions this whole week and the final assembly agree that** we need to have clear messages and combine the needs from all different sectors, from workers to migrants, from women to faith communities. The climate issue is not an environmental issue it is a issue of survival of all:Humanity and Mother Earth.

We have all long hoped for the possibility of another world. Today, we take that hope and turn it into courage, strength and action – that together we can change the system. If there is to be a future for humanity, we need to fight for it right now¡

### Climate convergence, a report in Power poin from the French coalition:

World social forum Tunis 28th March

### The French coalition - who are we?

•An alliance made up of 100 organisations: trade unions, social movements, environmental and development NGOs, youth groups, faith-based organisations, local groups (energy transition, anti-fracking, water), Alternatiba groups, small and big logos

Born early 2014, following a shift in UNFCCC strategies and the Warsaw walk-out / without a citizen mobilization nothing would change

•Hub for mobilization planning in France to continue an ecological and citizen transition from the social movements

•Connecting with international networks and local groups on a regular basis : conference call every month ; international meeting on Monday and Tuesday in Tunis, now the next step is the 13th-14th June meeting and the 8th-9th October in Paris, the last one before the COP. On the international mailing-list, many information is shared with key points in many languages ; interactive and collective initiatives map on the coalition website www.coalitionclimat21.org (in French, English and Spanish)

### The French call to action

**Weekend of May 30th and 31st**

 1000 local initiatives for climate change

**Weekend of September 26th and 27th**

A weekend of actions around citizen-driven solutions in France, with a massive Alternatiba in Paris

**November 28th or 29th**

A decentralized mass mobilization in capital cities to raise expectations on climate action by national and local governments

**During the 2 weeks of the COP**

Escalation of mobilizations, CSO space

**December 12th**

A mass mobilization reclaiming people power and paving the way to what next as the fight against climate change does not end in Paris

==> the following slides are a feed-back of various speakers from the different tracks of this WSF week in Tunis

**(nearly 80 activities in relation with climate have been organized)Corporate Power & Trade**

lKey outcomes

-Continuous convergence

-Political mapping of all our struggles

-Interconnected struggles

lKey demands

-System change approach =

lCorporations & government constructed a system where cooperate in impunity (trade agreements linked to climate )

lKey dates

July 6th : joint moment for the global campaign to dismantle corporate power in Geneva during the meeting of the Intergovernmental Working Group on Human Right and Alternatiba will come to Geneva, important to converge during this event

### Food and land

lKey outcomes

-Agroecology for food sovereignty

-Farmers have real solutions

-End industrial agriculture which is responsible of CC

lKey demands

-Citizens have to defend and support farmers agriculture

-More support is needed : join the actions !

lKey dates

-April, 11-12th : weekend on climate and industrialization of agriculture

-Check Via campesina website  for more info

### Energy:

lKey outcomes

-Common themes : need to talk about energy more about electricity

-Confronting corporate power more strongly: divestment from FF, struggle against false solutions (fracking, agrofuels, ...)

-Trade agreements preventing FF divestment

-Energy democracy : not just about Ren.Energy but about our needs + ownership model

lKey demands

-Energy democracy = self determination

-Leave the tar sands in the lands

-People's solutions in a just transition

lKey dates

-June 7th : ban of new dirty energy projects (G7)

-September 26th : alternatives day (alternative energy)

-October 9th, 10th = dirty energy / Reclaim Power

-November 10th = mobilization for impacted people

### Fracking:

lKey outcomes

-Struggle in all countries, many concerns about the impacts

-Connections of struggles in the region against fracking

-Global solidarity against corporations (national, regional, international solidarity needed)

lKey demands

-No fracking in In Salah and in the rest of the world

lKey dates

SIGN ON THE DECLARATION  !

### Trade unions:

lKey outcomes

-Just transition (highlighted during COP20 / negotiated with gov Brazil)

lKey demands

-Just transition discussed during COP

lKey dates

-International meeting in May, 2015 in Brazil (website)

lKey outcomes

### -Patriarcal system

-Climate justice can't be achieved without global picture

-Militarism used to control territories, work,…

-Violences against women linked to CC

lKey demands

-Build consciousness

-Solutions have to come from the people

lKey dates

-April 24th : day to connect women (collapse of Rhana Plaza) 1 hour of action (12 to 1pm)

### Finance:

lKey outcomes

-System change = change financial sector. Committment between ATTAC and Secours Catholique to work on finance change

Climate space

without a citizen mobilization nothing would change

-Outcome of Paris not about system change but more false solutions, capitalism, corporate power

-Not about leaving FF in the ground but ambiguous, opening door to false solutions

lKey demands

-Seattle scenario : stop a very bad deal that is about to burn the planet

-System change : end patriarchy, neocolonialism, confront free trade agreements, militarism / low consumption, EnR, end austerity measures, change our banking & financial system, …

-Don't trust UNFCCC

See attached the Conclusion of the Climate Space meeting of this week in Tunis

### Mining:

lKey outcomes / demands

-Connect communities affected by extractivism

-Issues of water, land, corporations, affected communities

-Deep connections between workers and communities

-Crisis of climate linked with crisis of mining : people affected by mining = affected by CC

lKey dates

-August, 16th : international day in defense of communities and workers affected by mining

### Land and water:

lKey outcomes

-Dakar :first declaration for the fights on land and water ; take our back our territories, defend the communities that are resisting

-Unity between struggles for land and water

-Creation of a solidarity system to defend activists around the world)

lKey demands

-Join us !

lKey dates

-July, 6th to 10th : meeting in Geneva to denounce corporations

-Presence during COP21

Open contributions...

### lAdaptation/food

-Need to scale up adaptation

-October, 10 to 16th World Food day

**lPreserve eco-system in Himalaya /**

80 % FF kept in the soil / Series of events towards COP21, see report below:

Climate Convergence Session, World Social Forum, Tunis.

March 28, 2015

I had the honour of making a presentation on behalf of SADED/VK/Siemenpuu Foundation sessions/workshops on Ecological Democracy and Climate Justice Experience in the Himalayas and Nordic at the Climate Convergence Session. Since the time allocated was just about 3 minutes, I am elaborating the issues (it will remain a work-in-progress) I had placed before the house.

'South Asia is home to one-sixth of humanity and critical mass both in terms of influencing and getting influenced by global changes. The region is home to democratic principles and has strived to 'deepen democracy', however, the challenge is to mainstream 'ecology' as a driving principle for widespread impact. Ecological Democracy ought be the leitmotif of future actions.

Only by adopting 'ecological democracy' can 'climate justice' get some meaning. However, the need is to acknowledge the role of 'low energy consuming societies' and to offer incentives for preserving and nurturing such societies. To avoid such societies being looked as 'models' only, the task would be to initiate a Global Mapping of such societies, develop an understanding on their practices and document the driving principles of such societies for a wider regional and global audiences, including politicians and policymakers. The need for developing Peoples Climate  Index could become a potent tool for giving 'low energy society' a push. Included in this understanding is the clear need to stress need for raising awareness in 'consumerism' and 'suffocation' as the major factors contributing to climate injustice.

Concerns about impact of Global warming on the Himalayas was raised. The Himalayas are not only important for the region but have potential role all across. Governance on a bio-regional scale is critical for preserving the mountain ecosystems but without converting the critical ecosystem services on economic terms. Greater engagement is needed between groups to be able to develop a better understanding of the Himalayas. The challenge and opportunity lies in creating new 'reference points' for engagement in furthering the Himalayan agenda. A beginning to that effect has already been made. And, it is said that well begin is half done.

Dr Sudhirendar Sharma

Tunis, March 28, 2015

## DECLARATION ON PEACE IN SYRIA

In Tunis different Syrian and international networks of social movements, political parties and humanitarian organizations were discussing about the tragedy the Syrian population is suffering every day since four years as the result of a conflict which already has cost more than 200 000 lives, more than 100 000 prisoners and disappeared and  produced more than 10 million refugees inside and outside of Syria.

They came to the conclusion that the extremists on both sides can only be defeated through a political solution based on a broad unity which establishes peace and social justice as its utmost goals. Thinking about the future of Syria it was said that this unity can only be produced through a democratic process respecting the diversity of cultures and religions within the framework of a decentralized government.

Given the example of Rojava in the Northeast of Syria where such a democratic and intercultural political structure has already been developed since 2013 the networks and organizations at the WSF proposes to organize an

**INTERNATIONAL ALL SYRIAN ASSEMBLY FOR PEACE IN SYRIA**

**to be held in Derik, ROJAVA, Syria  on June, 12th and 13th, 2015**

We call on all peace building men and women, social and political networks of the world to mobilize its activists in order to participate in the creation of a new Syria where equality, social justice and the right of its peoples for self-determination can overcome the climate of violence, repression and war.

Forum Social Mondial de Tunis – 2015

## Assemblée de convergence sur la liberté de circulation et d’installation et la citoyenneté universelle

L’assemblée de convergence du vendredi 27 mars 2015 sur la liberté de circulation et d’installation et la citoyenneté universelle déclare :

Le combat pour le droit des migrantEs et la citoyenneté universelle est plus que jamais d’actualité au moment où le repli sur soi et la fermeture des frontières s’intensifient dans de nombreux pays du monde. Les politiques répressives mises en place par les pays du Nord et notamment en Europe sont directement responsables chaque année de la mort de plusieurs dizaines de milliers de migrantEs. Face à cette situation insupportable, nous appelons les Etats, collectivités locales, associations et citoyenNEs à réagir et à proposer des alternatives.

Nous appelons à soutenir les  axes de campagnes et d’actions suivants :

* Réaffirmer la nécessité d’organiser des conférences internationales sur les questions migratoires au sein des Nations Unies afin de remettre la citoyenneté universelle et la liberté de circulation et d’installation à l’agenda des institutions internationales.
* Lancer la constitution d’un réseau de collectivités locales qui s’engagent pour faire vivre une citoyenneté de résidence, premier pas vers une citoyenneté universelle.
* Poursuivre la campagne pour la reconnaissance et la diffusion du passeport de citoyenneté universelle.
* Proposer à l’ensemble des pays du monde un nouveau traité international sur le droit des migrantEs et la citoyenneté universelle.
* Lancer sur ces bases de discussion, et dans le cadre d’un réseau mondial, un processus d’écriture collectif et citoyen pour un nouveau traité international sur le Droit des MigrantEs et la Citoyenneté Universelle en 2015 et 2016  avec les Etats, citoyens et organisations de la société civile qui souhaitent soutenir cette démarche. Cette écriture pourra s’inspirer de la Charte Mondiale des Migrants. Le texte suivant sera transmis à l’ONU à l’issue du Forum Social Mondial :

 « Nous, organisations et citoyenNEs de la société civile mondiale, réunies à Tunis en mars 2015, appelons les pays du monde à adopter un nouveau traité international sur le droit des migrantEs et la citoyenneté universelle. Nous considérons la planète comme un patrimoine commun : nul ne choisit ni le lieu ni l’époque, ni le contexte politique, économique et environnemental de sa naissance. La migration, intrinsèquement liée à l’Histoire de l’humanité, est une richesse. Le droit de migrer puise ses racines dans les luttes pour la reconnaissance des droits humains.  Il s’appuie sur de grands textes, tels que la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme (et notamment son article 13),  la Convention Internationale du Droit des travailleurs migrants et de leurs familles, et la Convention de Genève.

Nous souhaitons proposer un nouveau traité  international qui s’articulerait autour des axes suivants :

* Aucun être humain n’est illégal. Les migrantEs doivent être reconnuEs comme des citoyenEs à part entière.
* Les migrantEs devront accéder aux mêmes droits civiques et sociaux dans le pays d’accueil que les citoyens nationaux  notamment en matière d’éducation, de soins, de travail, de participation à la vie démocratique.
* La reconnaissance du droit d’asile comme un droit inaliénable doit être appliqué sans restriction et élargi aux victimes du dérèglement climatique ».

**Organisations signataires** : African Diaspora Forum, Association Malienne des Expulsés, Association Mauritanienne des Droits de l’Homme, Association des Travailleurs Maghrébins de France, ATTAC, CAFSO-WRAG for Development, Centro de Direitos Humanos e Cidadania do Imigrante, Collectif Sans-Papiers CISPM, CRID, CCFD-Terre Solidaire,  DIEL France Côte d’Ivoire Mali, Emmaüs International, Espacio Sin Fronteras, Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives, FGM Kenya, FORIM, France Libertés, Grito de los Excluidos, CEDETIM – IPAM, Investig’Action, Ligue Algérienne de Défense des Droits de l’Homme, Méditerranean Hope, Organisation pour une Citoyenneté Universelle, Utopia, Voix des femmes migrantes du Maroc, WSR Society, ZRGB

Post-2015 Agenda: what development, for whom and why?
**Description :**
The year 2015 will be crucial to define the future of the international development agenda. From the 3rd Financing for Development Conference in Addis Ababa in July, to the final adoption by the United Nations of the Sustainable Development Goals (SDGs) in September to the December Conference on climate change (COP21) in Paris, the orientations and means of implementation of the approach to sustainable development that will be adopted at global level will have significant impacts on populations.

The SDGs approved by consensus at the UN require a paradigm shift because they address inequalities and require developed countries to change their unsustainable production and consumption patterns. Furthermore, they reaffirm the right to social security and essential social services and promote international tax justice, among other important transformations. But the decisions have not yet been fully determined, so these promises still lack any means of implementation or a credible mechanism for monitoring and accountability. People all over the world are proposing concrete solutions and organizing themselves to build fair and sustainable economies and societies.

The sustainable development agenda needs to draw on these transformational processes, echo their proposals and support them. All social movements, social solidarity economy actors, women's and food sovereignty movements, trade unions, human rights defenders and civil society as a whole are invited to participate in a convergence assembly to share their analyses and proposals, and exchange on positions that should be defended, identify false solutions that should be denounced and discuss strategies for moving toward greater convergence in our actions that will ensure that the decisions taken by governments meet the needs of people and planet rather than favoring the 1%. Co-organizers: ATTAC France,

Beyond 2015, Enda Tiers-Monde, IBON International, Our World is Not for Sale, Plataforma 2015 y más, RIPESS- Intercontinental Network for the Promotion of Social Solidarity Economy, Social Watch

Convergence - In the citadel's shadow - the impact of EU migration policies on third countries
**Description :**
Migrants are used as a strategic tool in the bargaining for development aid. States partnering with EU instrumentalize migrants and intervene in the movement of people to satisfy their profit oriented interests. The EU's strategy to externalize borders and responsibility for migrants is actually condoning a lack in rule of law and corruption in third countries as only this does guarantee that migrants are restricted in their freedom of movement and forcibly kept outside EU territory and not even close to the borders (detention centers, visa fees). The policies even if framed in a human rights language do lead to an agenda of precarity and neglect and ignore the causes for migration. People's reasons to leave and take the often deadly risk to cross borders are not addressed. In response to this, civil society develops on strategies to document the magnitude of human rights violations resulting out of these policies, dismantling policy intentions, inform migrants and the societies they come from and enter and build up strong alliances across borders and across sectors (unions) to learn from and support each other. This convergence assembly will serve to exchange and engage and feed in our analysis in other national, regional and global processes discusses ways to strengthen strategies to campaign and advocate for the true empowerment of self-determination.

**Conclusions de l'Assemblée de Convergence du 27 mars 2015 initiée par l'association"Terre & Humanisme Tunisie" lors du Forum Social Mondial 2015 de Tunis sur le thème :**

## ["L'agroécologie - une éthique de vie pour préserver la terre nourricière et la souveraineté alimentaire"](https://fsm2015.org/article/2015/04/13/lagroecologie-une-ethique-de-vie-pour-preserver-la-terre-nourriciere-et-la)

A cette assemblée ont été conviées des Organisations Non-Gouvernementales internationales et tunisiennes représentants la société civile, engagées lors de ce Forum Social Mondial de Tunis et impliquées dans la défense des ressources naturelles et des travailleurs de la terres telles que, AGTER, Via Campesina, EDEN International, More and Better Network, ENDA Tiers Monde, ATTAC France et l'Association Tunisienne de Permaculture, Slow Food en Tunisie, l'Atelier Tunisien de Création, l'Association de Sauvegarde de l'Oasis de Chenini-Gabès, l'Association Femme Rurale Jendouba.

Nous, les associations présentes, nous nous opposons fermement à l’épuisement et à la destruction des ressources naturelles et aux métiers de la terre qui ne sont pas reconnus comme fondamentaux de la communauté  du vivant.

Cependant, cette assemblée de convergence à travers nos débats et nos échanges, a pour objectif de prôner des solutions agroécologiques comme pratique agricole et comme éthique de vie.

Depuis déjà de nombreuses années, à côté des ONG représentantes de la société civile,des experts internationaux scientifiques et institutionnels ont reconnus l’importance de l’agroécologie comme réelle réponse aux enjeux sociaux et environnementaux du 21ème siècle.

En avril 2008, l’Evaluation Internationale des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement (en anglais IAASTD) financée par le Fond pour l’Environnement Mondial (FEM),la Banque Mondiale, la FAO, le PNUE et l’UNESCO, et cosignée par 58 pays (dont la Tunisie), encouragent « les politiques favorables aux pratiques agricoles durables, notamment les approches agroécologiques et l’agriculture biologique pour réduire la pauvreté et améliorerla sécurité alimentaire », et celles qui apportent leur « appui au commerce équitable ».

En mars 2011, Olivier De Schutter, le Rapporteur spécial pour le droit à l’alimentation de 2008 à 2014, a présenté son rapport "Agroécologie et droit à l'alimentation" devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Ce rapport démontre que l'agroécologie peut doubler la production alimentaire de régions entières en 10 ans tout en réduisant la pauvreté rurale et en apportant des solutions au changement climatique. Le rapport appelle donc les Etats à entamer un virage fondamental en faveur de l'agroécologie comme moyen de répondre aux défis alimentaires, climatiques et de pauvreté dans le monde.

"Notre modèle agricole, fondé sur des intrants intensifs (engrais et pesticides) et dépendant de l'industrialisation toujours plus poussée de l'agriculture, est à bout de souffle. Il faut donc changer de cap et aller vers l'agroécologie." Extrait d’interview d’Olivier De Schutter, Le Monde, 24 avril 2014.

En septembre 2014, La FAO a organisé, à Rome, un Symposium international sur l'Agroécologie, avec plus de 350 participants : experts, représentants de gouvernement, des organisations paysannes, de mouvements sociaux, des ONG, et d'autres représentants de la société civile, aboutissant à une table ronde de Haut Niveau avec les Ministres de l'agriculture de plusieurs pays.

Il avait pour objectif de faire le point sur les connaissances en agroécologie, tant sur le plan scientifique que par des retours d’expériences; il peut être considéré comme une étape importante pour le soutien et la promotion de l'agroécologie.

« Avec son intégration des connaissances et des savoir-faire nouveaux et traditionnels,  l’agroécologie tend à concevoir des agroécosystèmes durables qui imitent les processus écologiques des écosystèmes naturels. L’agroécologie préserve et améliore les sols, avec leur biodiversité et leur fertilité, ainsi que l’agrobiodiversité, c'est-à-dire la biodiversité territoriale des cultures et des élevages. »

« Dans sa recherche continue de symbiose entre les agroécosystèmes et les besoins humains en préservant les ressources naturelles, l’agroécologie avec les polycultures, les circuits courts et la conservation des semences anciennes, confirme son efficacité comme pratique favorisant l’autonomie et l’amélioration des revenus des petits producteurs agricoles, ainsi que la souveraineté et l'indépendance alimentaires des peuples. »

« Il est indispensable, dans l’objectif de soutenir et d’assurer la pérennité de projets agricoles durables utilisant des techniques écologiques de conversion des sols, respectueuses des écosystèmes, de garantir l’accès à la propriété foncière nécessaire à la sécurité de l’investissement des petits producteurs. »

**« En conclusion, unanimement lors de cette Assemblée de Convergence sur l'Agroécologie au Forum Social Mondial 2015 de Tunis, nous, les associations présentes,** faisons appel à l'insurrection et à la fédération des consciences avec l'agroécologie comme éthique pour défendre la dignité, et valoriser les métiers de la terre nourricière, des femmes et des hommes, avec leurs emplois et leurs savoir-faire, et les ressources de la terre, avec la biodiversité, la fertilité et l'eau.

L'agroécologie constitue un maillon indispensable dans la chaîne des changements dont le monde a besoin.»

Assemblée de convergence pour une charte des droits économiques et sociaux des chômeurs
**Description :**
Appel pour une charte internationale des droits économiques et sociaux des chômeurs Nous sommes les chômeurs de ce pays, jeunes de la révolution tunisienne, et colonne vertébrale de la mobilité sociale en Tunisie. Nous croyons fort que le chômage n’est pas une fatalité, mais plutôt le résultat des choix et des politiques économiques, sociales et culturelles hostiles aux peuples qu’imposent les Fonds de Vol International, les Banques Mondiales et les institutions donatrices. Ce sont des politiques que les pays capitalistes et les gouvernements les plus libéraux et sauvages imposent aux peuples.

Nous sommes aussi conscients de la diversité de la mobilité et de la protestation des chômeurs dans les pays du monde entier, vu la crise aigue et son extension lors de la misère qu’elle provoque. Etant conscients aussi que le chômage prend un aspect international et mondial et va au-delà d’un seul pays, tout en s’inspirant de la charte de Porto Alegre et de la charte de l’occident des peuples, l’union des diplômés chômeurs en Tunisie invite tous les mouvements, les organisations, les associations et les individus de « L’occident des peuples », de la région « Orient occident » du monde entier, et toutes les forces militant pour le droit à l’emploi et la préservation de la dignité des chômeurs , à une assemblée d’échange au sein du Forum Social Mondial –Tunisie 2015 au campus universitaire Farhat Hached à El Manar, pour échanger les expériences, discuter, promulguer une charte internationale des droits économiques et sociaux des chômeurs, et pour examiner les possibilités de son adoption par les Nations Unies.

Migrations and Rural Workers

## [La Via Campesina Declaration on Migration and Rural Workers](http://viacampesina.org/en/index.php/main-issues-mainmenu-27/migrations-and-rural-workers-mainmenu-41/1774-la-via-campesina-declaration-on-migration-and-rural-workers)

Published on Thursday, 02 April 2015 15:28

[****](http://viacampesina.org/en/images/migrants2o15.jpg)**March 25, 2015 – World Social Forum Tunis 2015**

The migration of peoples across arbitrary barriers is an integral part of human history. Rooted in the search for better living conditions, this movement of peoples from one place to another was later transformed into a social, economic, and political process that has largely served to benefit ruling elites – the slave traders of the past and the multinationals of the present. Today, as capital demands exceptional freedoms for itself – combined with greater restrictions on the poor – wars, social exclusion, economic injustice, and the global climate crisis are forcing millions of human beings to seek refuge across internationally imposed boundaries.

As financial capital and agribusiness concentrates its power and holdings – diminishing opportunities for diversified and sustainable smallholder farming – precarious livelihoods continue to aggressively push a growing number of rural people off their farms and into the city.

Neoliberal policies, free trade agreements, the development of industrial agriculture, the concentration of production areas… all have destructive effects on the environment, biodiversity, the climate and local, especially peasant, economies. These aggressive policies that impose a development model based on the exploitation of resources, the grabbing of the commons, the stealing of agricultural lands and the exploitation of peasants as well as that of women and men who work the land, have a particularly harsh effect on peasant communities. Ruined people have no other option to leave family, land and community to seek the means of survival some place else, in the big cities or in any countries.

Once urbanized, our people are unlikely to find opportunities in our countries and soon become the migrants of today, the cheap labor of the corporate interests. In the most telling of cases, peasant farmers leave family farming only to become the low-paid agricultural workers of corporate giants Monsanto, Cargill, and DuPont. This occurs both internally – within Mexico or Palestine for example – as well as externally, as we cross borders to work for those who forced us off our lands.

We of La Via Campesina, the world's largest social movement with millions of peasants, women, youth, indigenous peoples, afro-descendants, fisherfolk and – very often due to involuntary displacement – migrants and rural workers, denounce the fact that we, the poor majorities, are those who suffer most as climate change provokes extreme climatic events across our territories. The term “climate refugee” is now being used to describe those of us forced from our lands by the global climate crisis, by an industrialized food and social system that blames its victims and pardons its culprits.

To advance the struggle for Food Sovereignty and help bring an end to the corporate control of the global food system, we declare that it is necessary to:

1. End all violence and repression against migrants perpetrated in the context of the so-called “War on Terror”. Remove the issue of migration from the rhetoric around “threats” to national (or domestic) security since these are different questions altogether;
2. Stop the separation of undocumented migrant families, which has provoked a crisis in childhood migration. Halt the confinement of migrant children in detention centers, in unhealthy and inhumane conditions that violate their most elementary rights. End the deportation of all unprotected children;
3. Protect all refugees through international institutions (such as the UN) and NGOs of recognized moral authority (such as Amnesty International), safeguarding their rights as refugees and providing protection for all those living in refugee camps;
4. Halt and revoke all policies that criminalize migrants, policies that increase persecution, detentions, expulsions, and physical attacks. States should be obliged to respect international agreements and, if they have yet to do so, adhere to the International Convention on the Protection of All Migrant Workers and Members of Their Families. Modify all local and national legislation so as to comply with said agreements;
5. Legalize “clandestine” migration so as to combat criminalization;
6. Allow (or guarantee) to migrants access to the labor market under conditions equivalent to workers 'national'.
7. Oppose all temporary worker programs, which serve only to divide the working class and weaken our organizations and struggles. With respect to temporary agricultural workers (braceros, guest workers, contratados de origen, etc.), these agreements serve only to benefit industrial agricultural by providing it with cheap and docile farm labor;
8. Organize all migrants, strengthening our rights to bargain collectively and to strike. Practice solidarity on an ongoing, permanent basis, firmly adopting the principle that “an injury to one is an injury to all”;
9. Dismantle all free trade agreements, especially those with the greatest impacts on collective resources, rural communities, and indigenous peoples. Implement Food Sovereignty, in direct contrast and in dispute with the corporate-controlled food system;
10. Challenge the capitalist model of economic growth and so-called “green” development, which does not address the causes of the climate crisis, a crisis that is exacerbating the migration crisis. The results of the climate crisis – extensive droughts, floods, avalanches, earthquakes, tidal waves, etc., which are ever more frequent, are now responsible for 25% of all involuntary migration worldwide, now estimated at 210 million people [according to the International Organization for Migration ([www.iom.int](http://www.iom.int/))];
11. Recognize the corporate causes of the global climate crisis and force transnational corporations and their governments in the industrialized nations to accept their responsibility in the surge of climate refugees. At the national level, incorporate the victims of environmental displacement into social development strategies that help to organize and empower these peoples;
12. Develop action plans with specific timeframes into national policies of research and development, giving priority to sustainable peasant agriculture as a viable option to combat the climate crisis and reduce the impacts of environmental displacement;
13. Bring Down All Walls: Mexico-USA, Melilla, Ceuta, Palestine (West Bank), Western Sahara, etc., because they not only represent a barbaric aggression against humanity, separating peoples, but also represent an affront to nature. While existing geographic borders already contribute to ecological disasters, new dividing walls only worsen the situation;
14. End all wars of territorial occupation, the extraction of wealth and the enslavement of indigenous peoples.

We are here in the World Social Forum 2015 in Tunis to let everybody know, that this is our commitment and that we are ready to unite with all the social and popular movements to build an international alliance of peasants, migrant workers, indigenous peoples and social fighters for a more humane, dignify and better world.

02/04/2015

## Declaración Internet

We, participants of the Workshop “Organising an Internet Social Forum – A Call to Occupy the Internet”, held in Tunis as part of the World Social Forum, declare our commitment to a common goal of building a people’s Internet from below and beyond borders: an Internet that works in the public interest and solidarity, where control is in the hands of people; an Internet based on human dignity, equality, social justice, freedom and people's communication rights.

We join our voices to the Call to hold a global Internet Social Forum as a space to debate the Internet we want and how to build it, before the knowledge and access-to-information revolution is irretrievably captured by corporate interests and security agencies that will deepen the nexus of corruption between politics and money.

The Internet today has become an integral and essential part of our daily lives; more and more of our activities are organized through and around the virtual spaces, the networks, online services and the technology it comprises. It has restructured the very way in which we live, work, play and organize our societies. In many aspects, this is so even for people who at present have no direct Internet access.

At the same time, we are alarmed to see how both our private and public spaces are being co-opted and controlled for private gain; how private corporations are carving the public Internet into walled spaces; how our personal data is being manipulated and proprietised; how a global surveillance society is emerging, with little or no privacy; how information on the Internet is being arbitrarily censored, and people's right to communicate curtailed; and, how the Internet is being militarised. Meanwhile, decision-making on public policy matters relating to the Internet remains dangerously removed from the mechanisms of democratic governance.

We hereby launch a call to all those who share these goals to participate in drafting a People’s Internet Manifesto over the coming months, with the goal of seeking consensus on the basic principles that must underpin an Internet oriented to social equity, human solidarity and justice.

The Internet is an indispensable tool and workspace for building social struggles and interconnections among movements. We call on social movements and organizations gathered here in Tunis to take on this issue as an essential part of their action agendas, including, among others, the following goals:

We demand decisive action to curb the indiscriminate mass surveillance being implemented by corporations, security agencies and governments.

We defend decentralization --to the greatest extent possible-- of the Internet's technical, data and economic structures; and access to a net-neutral Internet, as a right, which would include support for community-owned networks and public infrastructure. We also defend the freedom of people-to-people communication.

We are committed to harnessing the Internet revolution to build global solidarity among people's movements, and enable them to share their experiences globally and learn from one another.

A people's Internet must be driven first and foremost by the people.  An Internet driven by big business, hand-in-hand with big government does not represent the public interest.  We will defend the right of grassroots organizations and social movements, alongside other civil society actors, to have a seat at any global negotiations on the governance of the Internet.

- Document presented as a consensus of the workshop *Organising an Internet Social Forum – A Call to Occupy the Internet*, WSF 2015, Tunis, March 26.

## **Charte mondiale des médias libres**

**Nous, communicant(e)s et activistes,** engagé(e)s dans de multiples pratiques de communication émancipatrices à travers différentes régions du monde, librement réuni(e)s en mars 2015 à Tunis, à l’occasion du **4e Forum mondial des médias libres,** organisé dans le cadre du Forum social mondial 2015,

Adoptons la présente **Charte mondiale des médias libres**, comme le résultat de notre réflexion collective initiée en 2013, et comme l’expression de notre parole de résistance et d’engagement en faveur d’une communication juste et émancipatrice, en prise avec les évolutions du monde et de notre Humanité.



**Signature de la charte, Tunis, 28 mars 2015. Photo Midia Ninja**

**Nous sommes des femmes et des hommes communicant(e)s**, activistes, journalistes, hackeurs, médias communautaires, médias associatifs ou libres, mouvements sociaux ou organisations populaires.
Nous sommes blogueuses et blogueurs, producteurs/trices audiovisuel(le)s, développeurs de technologie libre, associations, réseaux, syndicats, écoles de formation des journalistes, centres de recherche sur l’information et la communication, ou ONG de soutien pour l’accès à l’information et à la communication.

**Nous sommes des individus et des collectifs,** professionnels, amateurs, passionnés, participant à la démocratisation de la communication depuis le niveau local jusqu’au niveau global, affirmant que cette démocratisation et que le droit à communiquer pour toutes et pour tous sont une condition essentielle pour la construction d’un monde juste et durable.

**Depuis le début des mouvements de lutte altermondialistes,** nous avons travaillé main dans la main pour créer un espace d’expression pour les mouvements sociaux. Le Forum social mondial (FSM), qui comprend les forums thématiques et régionaux organisés dans le monde entier depuis 2001, fonctionne comme un espace de convergence et de coopération relayées par les médias libres. Notre réseau d’activistes est apparu au sein de cette dynamique et s’est transformé en un mouvement structuré en faveur de la liberté d’expression et de la lutte pour une autre forme de communication. Nous continuerons à coopérer avec d’autres mouvements, contribuerons à faire de la communication une question politique portée par tous, en vue de transformer le système mondial de communication.

**Nous pratiquons de nouvelles formes de communication** humaine, interculturelles, horizontales, non-violentes, ouvertes, décentralisées, transparentes, inclusives et partagées, à travers des outils et des formes d’expression multiples (radio, télévision, audiovisuel, presse, Internet, etc.), en expérimentant de nouveaux modes d’organisation et de production de l’information. Nos sources de financement, lorsqu’elles existent, ne conditionnent pas notre mode de communication et nos projets éditoriaux.

**Nous sommes conscients que le terme de « médias libres » renvoie à des interprétations différentes** dans nos diverses réalités linguistiques et culturelles. Nous l’avons choisi avant tout pour nous rassembler autour de pratiques communes fondées sur la recherche de l’autonomie vis-à-vis des logiques commerciales ou étatiques, sur la lutte contre toute forme de domination et sur la volonté de garantir des espaces d’expression ouverts. Nous souhaitons construire des modèles économiques solidaires et durables.

**Le dialogue de nos diversités nous a appris à mieux connaître nos forces**, nos contradictions, notre éthique commune, nos sensibilités, nos pratiques et notre volonté de lutte et d’indépendance. Les rencontres organisées depuis 2013 nous ont permis d’élaborer des principes d’action et un horizon stratégique communs.
Cette Charte marque autant l’aboutissement du processus qu’un nouveau point de départ pour poursuivre la construction d’un mouvement émancipateur des acteurs de l’information, de la communication et de leurs technologies.

### Nous avons besoin plus que jamais d’une communication contre-hégémonique, plurielle et engagée

Nous constatons que **la production de connaissances et la diffusion des informations par les médias hégémoniques sont subordonnées aux pouvoirs politiques et économiques.** Les médias commerciaux reproduisent un système de valeurs et de compréhension du monde en décalage croissant avec les besoins réels des sociétés et exclue des groupes sociaux déjà marginalisés. Durant les vingt dernières années, avec la concentration des médias et le développement transnational des réseaux de télécommunications dans toutes les régions du monde, le pouvoir des acteurs traditionnels de la communication s’est amplifié. Les grands médias sont devenus des vecteurs hégémoniques de construction du sens, des subjectivités et de l’opinion publique. Ils installent une logique de marchandisation de la culture et du langage et peuvent devenir des facteurs de déstabilisation dans différentes régions du monde.

Plus profondément encore, **nous percevons que les modes de communication des médias hégémoniques contribuent à exacerber les problèmes** que le monde traverse actuellement sur le plan culturel et politique. Ils homogénéisent et monopolisent là où il faudrait valoriser la diversité, favoriser la participation, la collaboration pour une co-construction des connaissances et de la compréhension du monde. Ils s’organisent autour de l’événementiel, de l’intérêt particulier et de la valeur commerciale, là où il faudrait comprendre les processus sociaux dans leur temporalité et leur profondeur, promouvoir l’intérêt général et la valeur sociale.

### Nous bâtissons une communication inclusive, plurielle et transformatrice

**Face à ce système hégémonique de communication, les activistes de la communication et les acteurs de la société civile** ont recouru historiquement et continuent à recourir à des médias libres dans leur combat pour la démocratie réelle et la justice sociale. Ces médias font parler d’autres voix et s’opposent à l’hégémonie des discours en utilisant des canaux non commerciaux et non gouvernementaux (telles que les radios communautaires, les chaînes de télévision indépendantes, les journaux, les blogs et les réseaux sociaux, la musique, l’art de rue, etc.).

Avec le saut en avant des nouvelles technologies de l’information et de la communication, principalement Internet, **nous vivons ces dernières années l’émergence de nouvelles potentialités de partage et de diffusion des connaissances dans quasiment tous les pays du monde**. Les groupes de plus en plus nombreux défendant les médias libres et leur interconnexion croissante renforcent notre désir et notre capacité à travailler ensemble au-delà des frontières et des formes d’expression médiatique.

**Nous constatons que la société civile s’approprie ces nouvelles technologies** pour créer notamment des radios et télévisions indépendantes sur Internet, des blogs, des réseaux sociaux, des plate-formes de partage de fichiers audio et vidéo, des journaux et des magazines numériques. Les techno-activistes développent des logiciels libres et des interfaces web, véritables alternatives aux logiciels et aux services commerciaux.

### Nous affirmons des principes communs pour guider notre action et promouvoir les médias libres dans nos sociétés

**Reconnaissant les déclarations internationales, les chartes et les textes de référence concernant la communication**, dont l’article 19 de la Déclaration universelle des droits de l’homme (1948) concernant la liberté d’expression, ainsi que les différentes déclarations des mouvements sociaux sur la droit à la communication adoptées lors des forums sociaux mondiaux,
 **1. Nous affirmons que la liberté d’expression pour toutes et tous, le droit à l’information et à la communication et l’accès libre à la connaissance sont des droits humains fondamentaux**. Le droit à communiquer procède d’abord de notre Humanité et de notre aptitude à faire communauté. Les femmes et les hommes ont toujours cherché des façons d’informer de manière libre et indépendante, quelle que soit la situation de domination historique que les groupes dominants ont exercé sur les moyens d’information dans nos sociétés.

**2. Nous affirmons que démocratiser l’information et la communication est une condition fondamental**e pour la participation et l’exercice de la démocratie. La redistribution de la parole, la communication et notre action en tant que médias libres ne doivent pas être limitées à des questions techniques ou instrumentales. Fondamentales aussi bien pour nos mouvements que pour l’ensemble de la société, elles sont avant tout une question politique.

**3. Nous affirmons que l’information et la communication sont essentielles** aux mobilisations et aux luttes pour le respect des droits humains.
 **4. Nous affirmons que l’information et les canaux de communication sont des biens communs.** Leur usage et leur gestion doivent être fondés sur la recherche de l’intérêt général et de la pluralité, en ayant pour priorité d’encourager la participation populaire. Cela implique de sortir des schémas issus de l’idéologie de marché et de reconnaître de nouveaux secteurs de la communication au-delà des secteurs privé et public.

### Nous assumons pleinement notre rôle de médias libres en affirmant nos particularités et nos responsabilités

**L’action des médias libres se fonde sur la recherche d’indépendance vis-à-vis du contrôle exercé par l’État**, les pouvoirs économiques, politiques, idéologiques, religieux et les grands groupes de communication. Nous nous démarquons des logiques de profit et de marché qui caractérisent les médias hégémoniques.

**Nous voulons être solidaires des transitions** sociales, économiques, écologiques, démocratiques à l’œuvre dans différentes régions du monde. Nos luttes constituent un apport essentiel pour les droits humains et les luttes contre la colonisation, l’occupation, le patriarcat, le sexisme, le racisme, contre le néolibéralisme et toutes les formes d’oppression et de fondamentalisme. Nous nous mobilisons contre les violences sur Internet et dans les médias, et notamment contre les violences fondées sur le genre et vis-à-vis des minorités sexuelles.

**Nos modes de communication privilégient la valorisation de la diversité des expressions** et des compréhensions du monde, la tolérance, la distribution de la parole et du pouvoir. Nous promouvons la participation sociale, la coopération et le partage de l’information dans les différents médias et par les producteurs d’information.

**Nous luttons contre tous les discours de haine**, d’intolérance et de violence.

**Nous mettons en avant d’autres manières de vivre, d’autres représentations du monde** et nous encourageons de nouvelles formes de participation et d’engagement politique. Les médias libres visent à former les femmes et les hommes à un usage et une lecture critiques des médias, dans une perspective d’éducation populaire.

**Nous assumons le devoir de contribuer au rééquilibrage des flux d’informations** entre tous les pays du monde, et au sein des pays eux-mêmes, en créant des espaces publics démocratiques qui incarnent une éthique de l’information respectueuse de la vie privée.

**Nous savons combien il est important de respecter les cultures, les mémoires, les histoires et les identités des peuples**. Notre action permet de faire entendre à travers la société les intérêts, les voix et les actions de peuples autochtones, de minorités discriminées et de groupes sociaux opprimés à cause de leur religion, de leur identité, de leur orientation sexuelle, de leur classe, de leur situation d’handicap, de leur ethnie ou de leur langue.

**Les contenus que nous véhiculons mettent en valeur la diversité des imaginaires, des identités et des expressions culturelles**, en opposition au renforcement des normes esthétiques et des comportements genrés imposés aux peuples. Nous ne donnerons d’espace à aucune forme de discrimination ou d’oppression de genre, ni d’une quelconque minorité, dans le monde.
 **Dans un contexte de convergence, nos médias libres travaillent pour la souveraineté technologique**. Ils refusent la marchandisation des identités numériques et promeuvent le partage des connaissances à travers l’usage de licences libres et des standards ouverts.

### Nous revendiquons une transformation des systèmes de communication et nous nous engageons

Nos axes stratégiques et nos priorités sont les suivants :

**1. Affirmer le droit à la communication** comme un droit fondamental.
**2. Défendre Internet** comme un bien commun.
**3. Développer des cadres de régulation démocratiques** par la mise en place d’organes/agences indépendant(e)s, notamment contre l’hyper-concentration des médias.
**4. Appuyer et inciter au développement** des médias communautaires et associatifs, en réservant et en attribuant des fréquences dédiées au secteur social.
**5. Renforcer l’indépendance des services publics de diffusion (ou médias publics)** vis-à-vis des gouvernements et des marchés.
**6. Encourager l’utilisation des langues et dialectes au sein des divers espaces d’expression médiatique**, en portant une attention particulière aux langues minoritaires.
**7. Revendiquer la mise en place de politiques publiques** visant à renforcer les médias libres, leur qualité et leur durabilité.
**8. Refuser le monopole des infrastructures d’Internet**, l’accaparement des données par des corporations, la surveillance du cyberespace.
**9. Mettre en place une gouvernance démocratique d’Internet** incluant la garantie de neutralité du réseau, le droit à la vie privée et la liberté d’expression sur les réseaux.
**10. Faciliter l’accès aux technologies libres et ouvertes.**
**11. Universaliser l’accès aux moyens de communication** et à Internet à large bande.
**12. Lutter contre la criminalisation des militants** et des organisations qui mettent en place des médias libres.
**13. Protéger les journalistes et tous les acteurs de la communication soumis à des violences**, des persécutions ou à l’exploitation.
**14. Mobiliser et créer des liens entre différents médias en relation avec les mouvements sociaux**, notamment dans le cadre du processus du Forum social mondial.

### Nous appelons à la mobilisation et à l’articulation d’actions liées à cette charte

**-\* Utiliser la Charte pour construire des plaidoyers** en faveur des médias libres, au niveau national, régional et international.
**-\* Concevoir la charte comme un outil pédagogique et d’apprentissage**, en organisant notamment des débats et des forums de discussion sur les médias et Internet libres.
**-\* Construire des partenariats avec d’autres secteurs sociaux et acteurs internationaux** pour la promotion et la défense des principes énoncés ci-dessus.
**-\* Réaliser une cartographie des médias libres**, afin de permettre différentes initiatives de partage d’informations et d’expériences, sur le principe de libre participation et dans le respect du droit à l’anonymat.
**-\* Décliner la Charte pour générer des instruments,** des outils ou mécanismes au niveau thématique ou régional.
**-\* Promouvoir les principes de la Charte au sein des médias libres dans chaque région du monde** et à l’occasion d’événements internationaux intergouvernementaux ou émanant de la société civile.

**Nous, médias libres, sommes conscients de notre force et du rôle crucial que nous avons à jouer et nous engageons, ici et maintenant, à lutter pour les principes et les engagements énoncés ci-dessus, jusqu’à ce qu’ils deviennent réalité.**

**Signataires** (vous pouvez signer et adhérer à la Charte Mondiale des Médias Libres en nous envoyant un courriel à charte@fmml.net. Indiquez votre nom/prénom et votre organisation.



**Adoption de la charte, Tunis, 28 mars 2015. Photo Midia Ninja**

## Proposition faite lors de l’assemblée de convergence autour de Religion/Émancipation

**( FSM. Tunis ; mars 2015)**

La commission Islam et Laïcité (www.islamlaicite.org/) qui, depuis dix ans, réunit des acteurs de différentes sensibilités religieuses et non religieuses, est un lieu de débats, mais aussi d’organisation et de sensibilisation, sur le thème de la place de l’islam et des musulmans dans la société française dont ils font pleinement partie ; elle se porte en défense des libertés et des droits égaux des musulmans de France, et lutte contre l’islamophobie et les discriminations. La Commission Islam et Laïcité défend ainsi les vrais principes de laïcité, tels qu’ils ont été énoncés en 1905, principes qui imposent l’égalité de traitement de tous les croyants et non-croyants.

C’est dans cet esprit que la Commission Islam et Laïcité propose d’organiser à **Paris, au printemps 2016, une journée sur le thème « *Pluralité, religions, émancipation*»**, comme étape vers les débats qui devront se poursuivre dans d’autres pays et lors du prochain FSM. Cette journée sera ouverte au plus grand nombre de pays possibles, mais d’abord aux participants européens.

La société dans laquelle nous vivons est désormais largement plurielle, au niveau local comme au niveau global. Cette pluralité est encore largement déniée, plus encore en France que dans les autres pays européens. En France, ce déni passe par le dévoiement et l’instrumentalisation de la laïcité, aboutissant ainsi à des stigmatisations qui, au-delà même de l’islamophobie et de la promulgation de véritables lois d’exception, prennent parfois le visage de la haine de la religion. C’est pourquoi il nous paraît important que cette journée de débat, de réflexion, de propositions, se déroule en France.

Il faut en effet rappeler, dans une perspective internationale, qu’au delà de la pesanteur des clergés et des hiérarchies, les religions ont pu être et peuvent encore des voies d’émancipation sociale et politique. Il faut établir des solidarités, par dessus les positions nationales et partisanes pour promouvoir la pluralité des démarches émancipatrices, dans un mouvement où non-croyants et croyants de diverses obédiences se retrouvent autour de l’adhésion à des principes communs, et de l’affirmation des mêmes droits pour tous.

**Une première réunion rassemblant toutes celles et tous ceux qui souhaitent s’associer à ce projet sera organisée en juin 2015.**

**Elles et ils peuvent d’ores et déjà prendre contact par mail avec Sonia Dayan-Herzbrun (****soherzbrun@yahoo.fr****), présidente de la Commission Islam et Laïcité.**